



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

Division ressources terrestres

RAPPORT ANNUEL

2023

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Rapport préparé par la Division ressources terrestres (LRD) de la CPS, Narere, Suva, Fidji
[www.https://lrd.spc.int/](https://lrd.spc.int/)
+679 3370733
lrdhelpdesk@spc.int



TABLE DES MATIÈRES

5	Avant-propos
6	Sigles et acronymes
10	Nos modalités de travail
12	Mise en œuvre des priorités de la Division LRD en 2023

Objectifs

pages

12	Objectif 1 :	Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées.
15	Objectif 2 :	La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée.
20	Objectif 3 :	Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.
22	Objectif 4 :	Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne.
24	Objectif 5 :	Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés.

28	Renforcement de la collaboration et de la coordination à l'échelle régionale entre les pays membres
31	Recherche
32	Contribution aux axes prioritaires de la CPS et aux objectifs de développement durable des Nations Unies
36	Gestion et opérations
39	La suite : perspectives et priorités pour 2024

EXEMPLES DE RÉUSSITE



11	Aux Îles Salomon, une formation à la surveillance des maladies animales permet leur détection précoce et une intervention rapide
18	Réagir rapidement : une formation à la biosécurité encourage l'action collaborative
27	Diplômés en soins paravétérinaires : d'étudiants à tuteurs
30	Tracer une voie vers la résilience : les partenariats régionaux pour la sécurité alimentaire dans le Pacifique



AVANT-PROPOS

La troisième Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie (PWAF), qui s'est tenue aux Fidji en mars 2023, a permis de lancer sur une note positive et ambitieuse une année chargée et productive pour la Division ressources terrestres (LRD). Tout au long de ce rapport, vous découvrirez les résultats des efforts déployés par une équipe dévouée, qui s'est employée à répondre aux besoins de la région tels qu'ils avaient été définis lors de la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie ainsi que lors des réunions des directeurs et des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique, et dans différents réseaux techniques comme le Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles (PAPGREN), le Réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS) et l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP), dont la Division assure le bon fonctionnement pour le compte des membres.

La Division a continué de fournir des biens publics régionaux essentiels, comme le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT), des capacités en matière de biosécurité, un appui à la gestion durable des terres, ainsi que des services pour la santé des végétaux et des animaux, tout en mettant également en place des projets visant à obtenir des résultats dans des domaines particuliers comme la résilience climatique, la gestion des espèces envahissantes, le développement de la chaîne de valeur et le développement du secteur biologique.

En ce qui concerne les conclusions de la Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS) et de la Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique (PMAF), nous nous sommes également investis avec nos partenaires dans la concrétisation de deux priorités stratégiques clés : contribuer à l'élaboration de la première Stratégie pour l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique en s'appuyant sur des méthodes de prospective stratégique, et mettre sur pied conjointement le programme de recherche régional pour l'agriculture et la foresterie. Ces initiatives porteront leurs fruits en 2024, au terme d'un parcours inspirant en compagnie de nos membres et partenaires, tandis que nous mettons sur pied ces deux projets passionnants et essentiels, qui feront la démonstration de la puissance de l'action collective pour relever les défis complexes auxquels font face nos secteurs de l'agriculture et de la foresterie.

Il va de soi que ce parcours ne fut pas un long fleuve tranquille ! À la fin des cycles de projet, nous avons perdu des capacités essentielles très demandées par les membres de la CPS, et nous faisons tout notre possible pour trouver des moyens de financer ces capacités de façon plus pérenne. En outre, même si cette période nous semble désormais éloignée, nous nous efforçons toujours de rattraper le temps perdu dans la mise en œuvre des projets en raison de la pandémie de COVID-19.

Pour l'avenir, la Division LRD reste résolue à servir ses membres et à construire des partenariats stratégiques à cette fin. Nous avons hâte d'innover à vos côtés et de résoudre avec vous les problèmes qui se poseront dans le monde toujours plus complexe qui est le nôtre. Nous allons de l'avant avec optimisme, en sachant que les efforts déployés aujourd'hui nous permettront de façonner le monde de demain. Je tiens à remercier du fond du cœur nos partenaires, les parties prenantes, les gouvernements, les administrations et les communautés que nous servons pour leur soutien et notre collaboration au long cours. Ensemble, nous continuerons de tracer notre chemin vers un avenir plus durable et plus résilient pour toutes et tous.

Karen Mapusua

Directrice de la Division ressources terrestres
Communauté du Pacifique (CPS)



**“ La Division ressources terrestres
reste résolue à servir ses
membres et à construire des
partenariats stratégiques
pour y parvenir. Nous avons
hâte d’innover à vos côtés
et de résoudre avec vous les
problèmes qui se poseront
dans le monde toujours plus
complexe qui est le nôtre. ”**

| KAREN MAPUSUA
DIRECTRICE DE LA DIVISION LRD

SIGLES ET ACRONYMES

ACIAR	Centre australien pour la recherche agricole internationale
AFD	Agence française de développement
ANZIF	Australia and New Zealand Institute of Foresters
APCC	Communauté de la noix de coco pour l'Asie et le Pacifique
BPWP	Projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CePaCT	Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CLD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
COGENT	Réseau international de ressources génétiques du cocotier
COI	Commission océanographique intergouvernementale (UNESCO)
CORP	Conseil des organisations régionales du Pacifique
CPS	Communauté du Pacifique
CRGA	Comité des représentants des gouvernements et administrations
CSIRO	Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle
DAFF	Ministère australien de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts
DFAT	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce
EGHIS	Égalité de genre, handicap et inclusion sociale
EGIS	Égalité de genre et inclusion sociale
EQAP	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement (Division de la CPS)
FAME	Pêche, aquaculture et écosystèmes marins (Division de la CPS)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FiBL	Institut de recherche sur l'agriculture biologique (allemand : Forschungsinstitut für Biologischen Landbau)
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNU	Université nationale des Fidji

FVC	Fonds vert pour le climat
GCCE	Grin-Global Community Edition
GEM	Géosciences, énergie et services maritimes (Division de la CPS)
GF-TAD	Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GIZ	Agence allemande pour la coopération internationale (allemand : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)
HACCP	Analyse des risques — points critiques pour leur maîtrise
HRSD	Droits de la personne et développement social (Division de la CPS)
IITA	Institut international d'agriculture tropicale
KFA	Axe prioritaire (de la CPS)
KIK	Kokonas Industri Koporesen
LRD	Division ressources terrestres (Division de la CPS)
MFAT	Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce
MNT	Maladies non transmissibles
MORDI	Mainstreaming of Rural Development Innovation (MORDI) Tonga Trust
MORDITT	Mainstreaming of Rural Development Innovation Tonga Trust
ODD	Objectifs de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMSA	Organisation mondiale de la santé animale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONPV	Organisation internationale de protection des végétaux
ORPV	Organisation régionale de protection des végétaux
OSC	Organisation de la société civile
PAHPF	Cadre pour la santé et les productions animales dans le Pacifique
PAPGREN	Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles
PARC	Sensibilisation et réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie
PCDP	Plan de renforcement des capacités pour la santé et les productions animales dans le Pacifique

PHD	Division santé publique (Division de la CPS)
PHOAFS	Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique
PHOVAPS	Réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique
PICNet	Réseau océanien de lutte contre les infections
PIFON	Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique
PIF	Forum des Îles du Pacifique
PIRAS	Réseau des services de conseil rural en Océanie
PLD	Base de données sur les organismes nuisibles
PMAF	Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POETCom	Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique
POLFN	Réseau océanien de fermes pédagogiques biologiques
PPA	Peste porcine africaine
PPIN	Solutions fondées sur la nature dans les îles du Pacifique
PPPO	Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique
PROE	Programme régional océanien de l'environnement
PRPRS	Régime régional d'homologation des pesticides dans les Îles du Pacifique
PS4L	Projet « Des semences pour la vie »
PSP	Partenariat océanien sur les sols
PWAF	Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie
RAM	Résistance aux antimicrobiens
REDD+	Réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts
RFMM	Conférence régionale des ministres des Pêches
ROSSP	Réseau océanien de surveillance de la santé publique
RRA	Programme de recherche régional
RSE	Responsabilité sociale et environnementale
SDD	Division statistique pour le développement (Division de la CPS)
SAFE Pacifique	Projet de facilitation du commerce agricole sans risque par l'intégration économique dans le Pacifique
SIG	Système d'information géographique
SPG	Système participatif de garantie
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires

TAPE	Outil pour l'évaluation des performances de l'agroécologie
TIRPAA	Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
UE	Union européenne
USP	Université du Pacifique Sud
WAHIS	Système mondial d'information zoonositaire

NOS MODALITÉS DE TRAVAIL

La Division ressources terrestres (LRD) de la CPS est un pôle de compétences scientifiques et techniques dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de l'utilisation des terres. Notre objectif premier est d'aider les pays et territoires océaniques membres à bâtir un avenir durable, résilient et prospère grâce aux connaissances et aux services fournis par nos experts.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les gouvernements, les organisations régionales, la société civile et les autres divisions de la CPS afin de déterminer les besoins et les priorités propres aux pays et territoires membres. Nous mettons également à disposition un savoir-faire technique adapté dans les domaines de la conservation des ressources génétiques, de l'agriculture résiliente, de la foresterie, de la gestion des paysages, de la biosécurité, de la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies, de la vulgarisation agricole, de la phytopathologie, de l'entomologie et de la santé animale afin d'apporter une réponse concrète à ces besoins et ces priorités.

Notre mission est de fournir des conseils scientifiques avisés, de renforcer les capacités et de proposer des services dans différents domaines comme la conservation, le développement et l'utilisation des ressources phytogénétiques, la gestion des forêts et des paysages, les systèmes agricoles résilients, la diversification des stratégies de subsistance,

l'accès aux marchés et la préservation des services écosystémiques. Nous nous efforçons d'œuvrer à l'amélioration de la productivité des sols, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que de la résilience des communautés du Pacifique.

La programmation intégrée de la Division LRD s'articule autour de quatre grands domaines thématiques, ou piliers : Ressources génétiques, Paysages et forêts durables, Agriculture durable et Marchés au service des moyens de subsistance. L'intégration de notre approche est progressive dans le but d'avancer vers la réalisation des objectifs de développement de la CPS, et de faire le lien entre les piliers et l'action de la Division au sein de la CPS ainsi qu'en collaboration avec les sept autres divisions de l'Organisation. Nous mettons en œuvre pour les pays océaniques un programme global d'activités qui concorde avec la vision de la CPS, celle d'une région où règnent la paix, l'harmonie, la sécurité, l'inclusion sociale et la prospérité, et où l'ensemble des peuples du Pacifique peuvent vivre en bonne santé tout en étant productifs.

Au cœur de notre action se trouvent les valeurs de la CPS : prendre soin, faire preuve de générosité, avancer dans l'unité et assumer le rôle de gardien. Nous avons confiance dans le soin porté aux autres, le partage des connaissances, la collaboration dans le travail et la préservation du monde qui nous entoure. Notre travail consiste à faire en sorte que les pays océaniques bénéficient des ressources et du soutien nécessaires pour se développer et prospérer. Nous pouvons compter sur notre savoir-faire et notre capacité à avoir un impact positif dans la région.

La **programmation intégrée** de la Division LRD s'articule autour de quatre grands domaines thématiques, ou piliers : **Ressources génétiques, Paysages et forêts durables, Agriculture durable et Marchés au service des moyens de subsistance.**

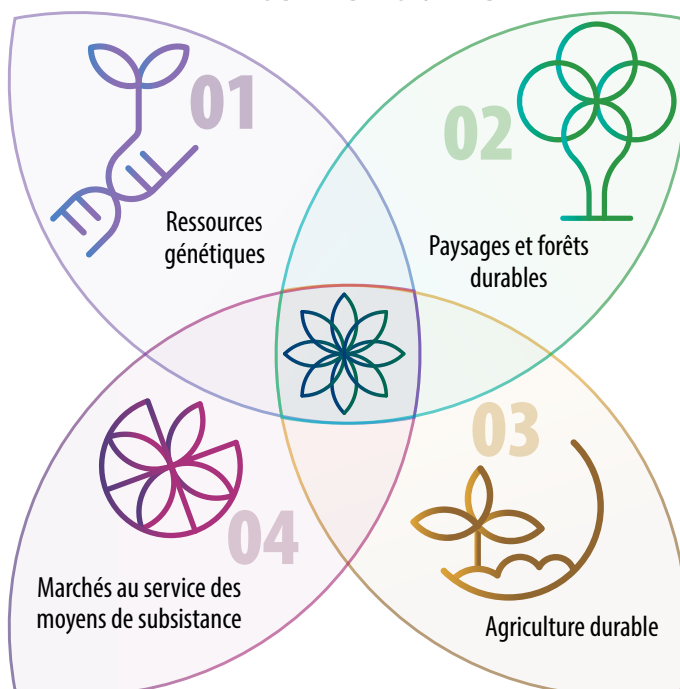


Programmes intégrés

Programmes intégrés de la Division LRD : **Programme intégré pour le cocotier, programme intégré « Des semences pour la vie ».**

Programmes phares de la CPS : **Systèmes alimentaires, changement climatique, égalité de genre et océans.**

PILIERS DE LA DIVISION LRD



BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Agence française de développement (AFD)
Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR)
Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT)
Conseil d'administration de l'Institut Cawthron
Délégation de la Commission européenne pour le Pacifique
Ministère australien de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts (DAFF)
DT Global Australia Pty Ltd
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Centre du commerce international (ITC)
Landcare Research New Zealand Ltd
Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT)
Ministère néo-zélandais des Industries primaires (MPI)
Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique (FIP)
Palladium International Pty Ltd
Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures
Université de Nouvelle-Angleterre (UNE)
Organisation mondiale de la santé animale (OMSA)
Royal Botanic Gardens (KEW)

VALEURS INSTITUTIONNELLES DE LA CPS



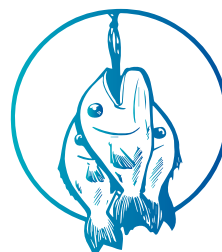
Gida Gaituvwa (Avancer dans l'unité)



Aroha (Prendre soin)

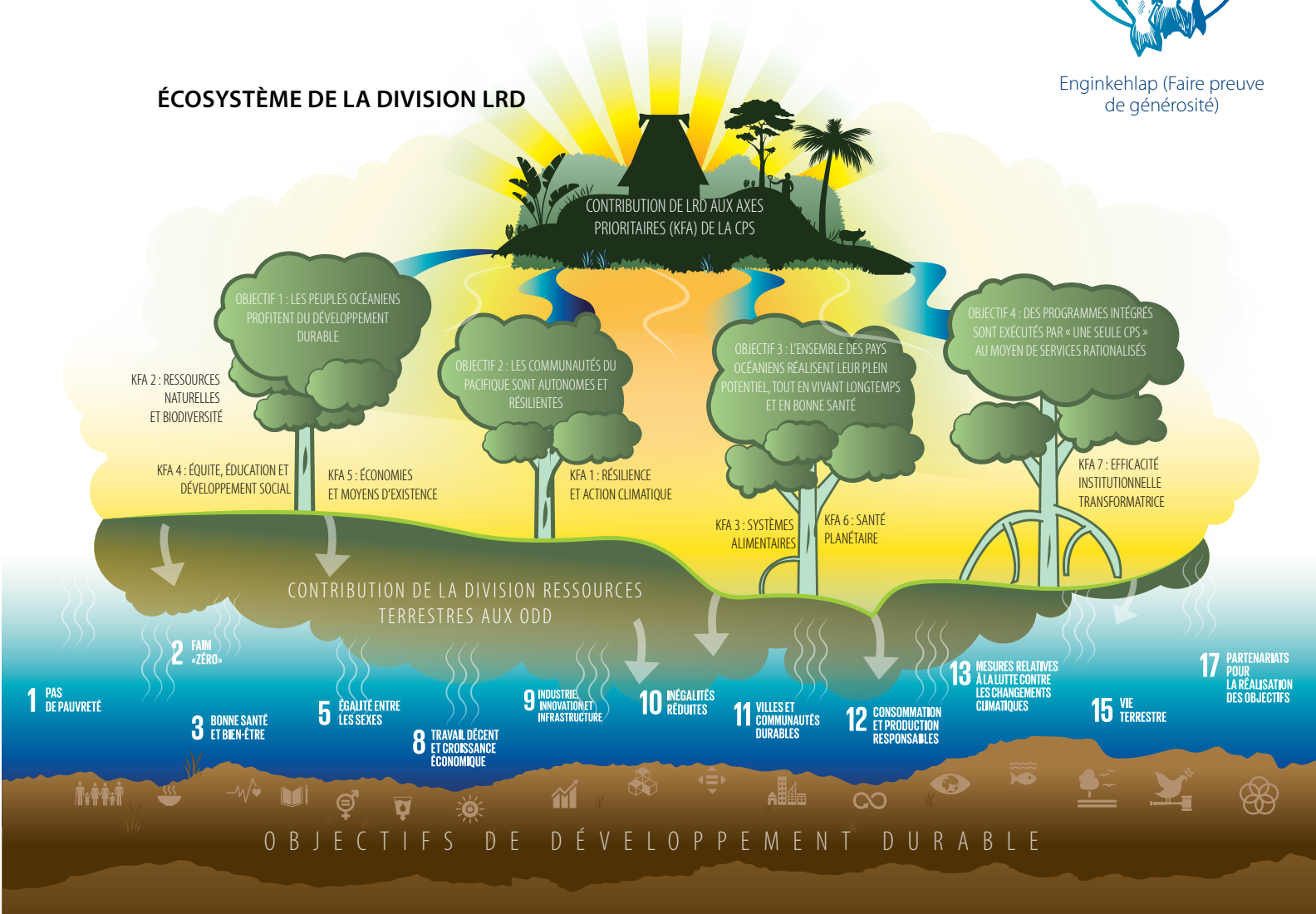


Kaitiakitanga (Assumer le rôle de gardien)



Enginheklap (Faire preuve de générosité)

ÉCOSYSTÈME DE LA DIVISION LRD



MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS DE LA DIVISION LRD EN 2023

Début 2023, lorsque nous nous projetions sur les perspectives pour l'année, les attentes étaient élevées, avec l'espoir de passer d'une phase de transition à une phase de relèvement, puis d'accélération des progrès. La Division ressources terrestres (LRD) attendait avec impatience de pouvoir renouer des relations et redynamiser ses collaborations sur le terrain avec ses partenaires et les communautés. Même si la COVID-19 n'était pas totalement éradiquée dans le Pacifique, la Division LRD a pu mettre en œuvre quasiment l'ensemble de son programme fin 2023 grâce au ralentissement de la pandémie.

En 2023, La Division LRD a continué de multiplier les rencontres sur le terrain avec les communautés océaniques. Nous nous sommes préparés à encourager le partage d'expériences et à aider les secteurs océaniques de l'agriculture et de la foresterie à aller de l'avant dans le cadre de la troisième Semaine océanique de l'agriculture et de la foresterie 2023, à laquelle ont participé en présentiel les directeurs et les ministres de l'Agriculture et de la Foresterie.

Cet événement, qui devait avoir lieu plus tôt, a été reporté au début de l'année 2023. La Division LRD a collaboré étroitement avec le pays hôte, les Fidji, pour traiter différentes questions urgentes déterminant la trajectoire à venir des secteurs de l'agriculture et de la foresterie. Lors de ce rassemblement, les directeurs et les ministres de l'Agriculture et de la Foresterie ont évoqué, entre autres, des questions prioritaires comme l'élaboration d'une Stratégie pour l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique, la création d'un Programme régional de recherche, et la contribution de la région à l'axe de travail sur l'agriculture de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), afin de faire face aux principaux enjeux régionaux que sont par exemple la santé des sols, la gestion de l'élevage et la sécurité alimentaire.

En 2023, le CePaCT a continué d'accorder une priorité absolue à la multiplication des variétés culturales et arboricoles. Un examen approfondi du plan d'investissement a notamment été mené afin d'évaluer les résultats et l'impact obtenus au cours des cinq années précédentes, ce qui a permis ensuite de définir le cap pour les cinq années à venir.

En 2023, avec la réouverture totale du Pacifique, l'agriculture et la foresterie ont été confrontées à des difficultés d'ampleur. L'accélération des activités de transport et des échanges a généré des risques, notamment en ce qui concerne la propagation d'organismes nuisibles comme la souche Guam du rhinocéros du cocotier (CRB-G). Pour lutter contre ces menaces, la Division LRD a intensifié la surveillance des organismes nuisibles et des maladies et les activités de formation tout au long de l'année.

Elle a multiplié les formations en présentiel, notamment aux Îles Salomon, et a mobilisé des ressources dans le but de renforcer les capacités de l'équipe chargée de la biosécurité à gérer la sûreté biologique pendant les Jeux du Pacifique. En outre, le concept « Une seule santé », qui consiste à reconnaître la façon dont la santé humaine, la santé animale et la santé environnementale sont interconnectées, a gagné du terrain dans le Pacifique. La Division LRD a encouragé les discussions et les collaborations autour du principe « Une seule santé », en créant une plateforme pour la concertation avec les décideurs de haut niveau, notamment les ministres et les directeurs de l'Agriculture et de la Foresterie, afin d'envisager les perspectives et les partenariats qui pourraient permettre de relever les défis en matière de santé au sens large.

La recherche sur le terrain est devenue prioritaire, la Division pilotant la mise au point d'un programme régional de recherche conforme au cadre fixé fin 2022.

Alors que les pays cherchaient à renforcer la résilience dans la planification et la programmation en matière de ressources terrestres après la pandémie, la Division LRD a continué à développer son programme phare sur les systèmes alimentaires en collaboration avec des partenaires régionaux et d'autres divisions de la CPS.

L'agriculture biologique est également restée un sujet phare ; des activités ont été menées pour élargir le Réseau océanique de fermes pédagogiques biologiques (POLFN) et la Communauté océanique pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) a dirigé des formations.

En 2023, la Division LRD est restée focalisée sur le relèvement de la région et la sécurité face aux difficultés que pose le changement climatique. Dans le cadre de cet effort, la plus grande attention a été portée à la définition de la voie à suivre pour mettre en place un réseau océanique pour la foresterie, avec pour objectif d'encourager la collaboration entre les partenaires régionaux afin d'atténuer efficacement les effets du changement climatique sur la foresterie et les secteurs connexes.

Tout au long de l'année 2023, des programmes et des projets d'ampleur essentiels pour que la Division LRD fonctionne à plein régime sont allés de l'avant, notamment le Programme intégré pour le cocotier et le projet SAFE Pacifique. Ces initiatives avaient pour objectif de faciliter l'accès à de nouveaux marchés au moyen d'activités comme une formation à la biosécurité et une formation de 16 semaines destinée aux agents paravétérinaires.

En dépit de la longue interruption des activités due à la pandémie de COVID-19, les équipes sont restées mobilisées et motivées pour concrétiser ces projets au bénéfice des communautés du Pacifique.



Aux Îles Salomon, une formation à la surveillance des maladies animales permet leur détection précoce et une intervention rapide



Bénéficiant de terres volcaniques fertiles, de précipitations abondantes et d'une tradition enracinée dans l'agriculture, les Îles Salomon offrent un environnement riche, idéal pour cultiver des espèces diverses et élever le bétail. Une partie importante de la population (85 %) dépend de ces activités, qui représentent leur principale source de revenus, et contribuent considérablement au PIB du pays. Malgré les défis rencontrés, le secteur reste essentiel à la stabilité et au développement des Îles Salomon.

En 2022, grâce à un financement de l'Union européenne, la Division ressources terrestres (LRD) et le ministère australien de l'Agriculture, de la Pêche et de la Foresterie (DAFF) ont établi avec le ministère salomonais de l'Agriculture et de l'Élevage (MAL) un partenariat visant à mettre en place une formation pour renforcer la préparation aux maladies animales et la surveillance de celles-ci.

En juillet 2023, l'efficacité de cette formation est apparue clairement. En effet, le décès d'un grand nombre de poulets dans des exploitations a été signalé aux spécialistes de l'élevage du ministère, ce qui a permis de détecter un virus responsable d'une mortalité importante chez les poussins à Guadalcanal, aux Îles Salomon.

Ricky Wate, Directeur adjoint du service de l'élevage du MAL, explique : « Les agriculteurs sont vivement encouragés à déclarer tout cas suspect et à rester attentifs pour déceler des

décès d'animaux inhabituels. Il est important de limiter les déplacements entre les exploitations ou lors des interactions avec les animaux. Des équipements de protection et une bonne hygiène sont indispensables ! »

D'après Sripad Sosale, Conseiller en santé et en productions animales : « Grâce à la vigilance dont a fait preuve le MAL dans sa surveillance constante et grâce aux agriculteurs, nous avons réagi rapidement. Alors que nous nous efforçons de lutter contre la souche hypervirulente du virus de la bursite infectieuse, il est également important que les exploitants et les communautés d'agriculteurs respectent les directives en matière de biosécurité et les mesures de prévention. »

Les agents du MAL ont appliqué avec succès les connaissances acquises pour mener des activités de surveillance et de suivi aux Îles Salomon.

La formation mettait l'accent sur l'importance de la collaboration entre les différentes parties prenantes. Face à une maladie qui traverse les frontières, les réseaux nationaux et régionaux sont essentiels à la diffusion des notifications.

La surveillance et le suivi demeurent indispensables à une détection précoce et à la maîtrise des épidémies, en particulier dans le cas des maladies animales transfrontières.



OBJECTIFS

OBJECTIF 1 : Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées.

Rehausser les normes applicables aux banques de gènes

Le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) a réalisé des progrès remarquables vers l'adoption du système de gestion de la qualité (SGQ) des banques de gènes internationales. Une évaluation technique indépendante réalisée par le Crop Trust en mai et juin 2023 a fait apparaître la mise en œuvre réussie d'éléments essentiels du SGQ. Elle s'inscrit dans le prolongement de l'état des lieux technique initial réalisé par le Crop Trust en 2017, qui recommandait l'adoption d'un SGQ pour l'amélioration et l'évaluation continues de la banque de gènes du CePaCT.

Le CePaCT a en particulier amélioré ses normes d'exploitation grâce aux efforts suivants :

1. Le protocole de culture in vitro des cocotiers a permis de produire des semis de qualité qui ont été acclimatés à la serre.
2. Des modes opératoires normalisés (MON) ont été mis au point pour l'unité de certification sanitaire des ressources génétiques du CePaCT, et des cultures supplémentaires y ont été incluses. Actuellement, les MON de l'unité de certification couvrent l'igname, la banane, les aracées, le manioc, le bele, la noix de coco, la canne à sucre et l'ananas.
3. Un protocole d'accord entre le CePaCT et l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) a été élaboré. Il devrait faciliter les processus de duplication de sécurité au sein de l'IITA, ce qui permettra de renforcer les efforts de collaboration en matière de préservation du matériel génétique.
4. La consignation des données s'est améliorée grâce à l'utilisation du système de gestion de l'information GRIN Global Community Edition (GGCE).

L'application de normes plus solides par le CePaCT permettra de garantir que le matériel fait l'objet d'une sélection suffisante pour pouvoir survivre dans différentes conditions environnementales où il est confronté à des stress biotiques (maladies et insectes nuisibles) et abiotiques (salinité, sécheresse, inondations). Le CePaCT peut désormais effectuer des analyses sur un plus grand nombre de variétés végétales afin de déterminer leur valeur nutritionnelle dans le cadre de différents régimes alimentaires.

Conservation des variétés culturelles et arboricoles

La Division LRD a réalisé des progrès considérables en matière de conservation et

de restauration de la diversité végétale dans le Pacifique, dans la droite ligne des stratégies et plans d'action en faveur de la conservation, de la gestion et de l'utilisation durable des ressources forestières et génétiques des États et Territoires membres. Le CePaCT a conservé 2 440 collections (comprenant des obtentions d'arbres et de cultures), dont 89 % in vitro, 10 % sous forme de semences et 1 % en plein champ. Cela représente une augmentation notable de 6,89 % en 2023, soit 158 obtentions supplémentaires par rapport à 2022. Il est à noter que 64 % de ces collections sont composées d'obtentions végétales provenant de 16 États et Territoires océaniques, à savoir les Îles Cook, les Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Niue, la Nouvelle-Calédonie, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Polynésie française, les Îles Salomon, le Samoa, Tokelau, les Tonga, Tuvalu, et Vanuatu.

Les activités d'entretien des parcelles de tamanu ont été effectuées en mai sur le site de Sigatoka Sand dunes, et des travaux de maintenance supplémentaires ont été réalisés sur la parcelle expérimentale de tamanu de Vunimaqo au mois de septembre. Les essais réalisés sur les sites de Sigatoka Sand dunes et de Vunimaqo sont des expériences sur le terrain (essais de provenance) permettant de tester la viabilité et la conservation génétique des semences de tamanu du Japon et des Fidji (on appelle également cela des vergers à graines), l'objectif étant d'améliorer la conservation des cultures et des arbres.

Renforcement des capacités en matière de conservation et de duplication des ressources génétiques

Pour que les agriculteurs puissent bénéficier des travaux du CePaCT, le Centre mène des actions de renforcement des capacités à l'échelle nationale et communautaire en matière de manipulation et de gestion sécurisées du matériel végétal issu de la culture tissulaire, actions axées sur la conservation et la duplication des ressources génétiques. Grâce à des programmes de formation et à des ateliers ciblés, le CePaCT a permis aux participants des États et Territoires membres d'acquérir les compétences et connaissances nécessaires pour une gestion et une préservation efficaces des ressources génétiques essentielles à la sécurité alimentaire et au maintien de la biodiversité dans les différents pays.

Formation à l'induction de mutations et à la sélection de végétaux par mutation : Quinze participants de quatre États membres (Fidji, Îles Marshall, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu) ont été formés aux techniques d'induction de mutations et de sélection de végétaux par



2 440

collections (obtentions d'arbres
et de cultures) conservées au
CePaCT



36 %

des obtentions (soit
878/2 440)
appartenant aux collections
du CePaCT peuvent
être distribuées aux États et
Territoires.



316

agents publics formés
à la gestion et à la conservation
des ressources génétiques.
(122 femmes, 194 hommes) dans 9 pays



7

fermes de démonstration
établies dans 4 pays :
Fidji, Nauru, Îles Salomon, Tonga

mutation. L'objectif était de renforcer leur expertise en matière de stratégies d'amélioration génétique des cultures.

Formation sur site à la culture d'embryons de cocotier :

Cinq agents de la fonction publique du Samoa ont bénéficié d'un renforcement de leurs compétences en matière de culture et d'acclimatation d'embryons de cocotier. Cette formation pratique leur a permis d'acquérir les compétences nécessaires pour multiplier et cultiver des variétés de cocotiers.

Formation au transfert de culture tissulaire et à l'acclimatation :

Onze agents du Mainstreaming of Rural Development Innovation Tonga Trust (MORDITT) des Tonga ainsi que des agents du secteur de l'agriculture de Kiribati, des Tonga, de Vanuatu et de Tuvalu, ont participé à une formation sur les processus liés aux semences, sur la culture tissulaire et sur l'acclimatation.

Formation sur la qualité et la production des semences :

Au total, 46 agents du ministère fidjien de la Foresterie ont été formés aux systèmes semenciers pour les arbres et les cultures, l'objectif étant d'améliorer la qualité et la production des semences.

Formation à la production de semences de qualité :

la CPS a formé 78 agents publics de Kiribati, de Vanuatu et des Tonga à la production de semences de qualité, à l'évaluation des variétés végétales, à la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies, et aux pratiques agronomiques.

Formation à la sélection par mutation et aux technologies des semences :

Des formations régionales ont été organisées sur la sélection par mutation, les technologies des semences, le diagnostic moléculaire, les techniques de culture tissulaire du cocotier et les protocoles allométriques au profit de participants des Fidji, des Îles Marshall, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon, du Samoa, et de Vanuatu.

Faire avancer la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources génétiques

Des progrès importants ont été réalisés en faveur de la conservation de la biodiversité et de la gestion des ressources génétiques grâce à des activités encourageant les pratiques agroécologiques et favorisant la transition vers une gestion durable des terres (GDT).

Établissement de fermes de démonstration : Sept fermes de démonstration ont été établies aux Fidji, à Nauru, aux Îles Salomon et aux Tonga, l'objectif étant de former les agriculteurs et de promouvoir l'agriculture biologique. Les fermes servent de modèle en ce qui concerne les pratiques de gestion durable des terres et démontrent la viabilité des approches agroécologiques :

1. Ferme biologique Max Dowedia à Nauru
2. Ferme biologique Zai Na Tima aux Îles Salomon
3. Ferme pédagogique biologique Gwa'unafu aux Îles Salomon
4. Ferme Mudrenicagi dans la province de Bua, aux Fidji
5. Ferme Navuso dans la province de Rewa, aux Fidji
6. Ferme Mahuleva à Tongatapu, aux Tonga
7. Ferme Ovava à Vava'u, aux Tonga



Recherche de débouchés commerciaux pour le cacao : Aux Îles Salomon et aux Tonga, le cacao figure parmi les cultures prioritaires en ce qui concerne la recherche de débouchés commerciaux. La Division LRD a fourni un appui technique pour la sélection génétique, l'optimisation des produits, et l'amélioration des systèmes après récolte grâce à l'analyse ADN d'échantillons de feuilles de cacaoyer recueillis dans différentes régions des Tonga pour recenser les variétés supérieures de cacao, mais aussi grâce à la collecte d'échantillons de sol et de fèves de cacao aux Îles Salomon pour détecter la présence de métaux lourds.

Deux agents du Centre technique et de recherche agronomique de Vanuatu (CTRAV), un homme et une femme, ont renforcé leurs connaissances concernant l'établissement de liens entre le développement de produits et les marchés via la chaîne de valeur du cacao. La formation s'est déroulée au centre de recherche du ministère de l'Agriculture et de la Foresterie du Queensland à Cairns, en Australie.

Contrôles de la fermentation : Trois contrôles de la fermentation ont été organisés à Vanuatu (à Mota Lava, Ambae, et Araki) pour évaluer la qualité des fèves de cacao, tous les contrôles ayant conclu à une qualité acceptable. Une bonne fermentation est essentielle pour obtenir le goût, l'arôme et la couleur souhaités des fèves de cacao.

Mise en place de jardins à bois : Des recommandations ont été formulées pour la mise en place de jardins à bois sur des sites stratégiques des Fidji et de Vanuatu, l'objectif étant de stimuler la production de cacao pour répondre à la demande actuelle et future des marchés tout en atténuant les effets du changement climatique. Il s'agissait notamment de recenser les principaux organismes nuisibles et maladies ainsi que d'évaluer les variétés de cacao résilientes dans différentes régions des deux pays.

Faire progresser les pratiques de gestion durable des terres

Dans le cadre de notre engagement constant en faveur des pratiques, politiques et plans de gestion durable des terres (GDT), des progrès importants ont été réalisés en matière d'atténuation des pertes et préjudices dans l'ensemble des États et Territoires membres.

Efforts de reboisement aux Fidji et aux Tonga

En collaboration avec les ministères de la Foresterie et les parties prenantes concernées, des plantations forestières ont été établies aux Fidji (4,6 hectares) et aux Tonga (15 hectares) pour améliorer la résilience des terres et la conservation de la biodiversité.

Depuis 2019, 799,56 hectares ont été reboisés avec succès aux Fidji, ce qui a contribué à la restauration de paysages dégradés et à la promotion des pratiques de gestion durable des terres.

Les Tonga ont reçu 0,5 kg de semences de pin et 10 cabosses de cacao (Criollo) pour son programme de reboisement couvrant 15 hectares, l'objectif étant de faciliter la création d'un verger à graines.

Politiques et lignes directrices relatives à la gestion des ressources naturelles

En 2023, les Fidji ont réalisé des progrès importants au regard de leur engagement en faveur de la durabilité de la transformation du bois ainsi que des pratiques de récolte de la noix de coco. L'adoption par le Gouvernement fidjien d'un code de bonnes pratiques pour les établissements de transformation du bois ainsi que la publication de lignes directrices pour la récolte des noix de coco témoignent de la mobilisation du pays en faveur de la préservation de l'environnement et des normes de sécurité. En outre, une assistance technique a été fournie lors du colloque « Une seule santé » dans le Pacifique, qui a contribué à l'élaboration de lignes directrices permettant de lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans les productions animales. Ces initiatives s'inscrivent dans la droite ligne des efforts constants de promotion des pratiques agricoles durables menés par les Fidji.

OBJECTIF 2 : La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée.

Améliorer l'accès aux marchés : les licences du système participatif de garantie stimulent la certification biologique dans le Pacifique

Deux contrats de licence du système participatif de garantie (SPG) ont été signés pour l'Association des producteurs biologiques de Palau (POGA) et Corner Stone Niue Enterprise (Fidji). Grâce à ces contrats, les titulaires de licences sont autorisés à commercialiser leurs produits biologiques sous le label « Bio Pasifika » sur les marchés de la région qui reconnaissent le mécanisme de certification du SPG. Non seulement cette initiative simplifie l'accès aux marchés, mais elle permet aussi aux petits producteurs, pour qui il est parfois financièrement impossible d'engager des organismes de certification tiers, de labelliser et de vendre leurs produits avec une certification biologique. En rejoignant l'initiative du SPG, les exploitants augmentent leur visibilité sur le marché et contribuent à la promotion des pratiques d'agriculture biologique dans le Pacifique.

En outre, la POETCom a géré 14 groupes relevant du SPG, dont 12 sont opérationnels dans six États et Territoires membres (Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Îles Salomon, Vanuatu). Cela a permis la certification de 2 939 producteurs et de 98 776 hectares de terres dédiées à l'agriculture biologique au total, dont 17 988,66 certifiés par les 12 groupes dans huit États et Territoires (Îles Cook, Fidji, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa et Vanuatu).

La production de désinfectant pour les mains et de baume à lèvres par l'association des femmes de l'île de Rabi ainsi que la mise sur le marché de 16 intrants biologiques par Sea & Soils ont permis d'appuyer le développement de l'agriculture biologique dans la région. La POETCom a apporté une aide au suivi de la certification biologique dans l'ensemble de la région en recueillant des données et en les transmettant au FiBL (Forschungsinstitut für biologischen Landbau). Ces activités entrent dans le cadre d'une initiative régionale visant à améliorer l'accès aux données sur l'agriculture biologique aux fins d'élaboration de politiques.

Élargissement de la gamme de produits biologiques sur les marchés océaniques

La Division LRD a participé à l'élargissement de la gamme de produits organiques disponibles sur les marchés locaux et internationaux dans l'ensemble du Pacifique.

Une nouvelle gamme de produits certifiés et d'intrants approuvés a été mise sur le marché aux Fidji et à Palau dans le respect de la Norme océanienne d'agriculture biologique coordonnée par la POETCom. Ces produits et intrants étaient

commercialisés par six organismes : Sea & Soil (25), le ministère fidjien de l'Agriculture (1), Goodman Fielders (3), Organic Plant (1), Lino Racumu (1), et Pure Palau (1).

Renforcer les capacités dans les chaînes de valeur pour assurer la pérennité de l'agriculture

Dans le cadre du projet SAFE Pacifique, les parties prenantes de la filière du kava à Vanuatu ont été consultées dans le but de lever les barrières commerciales dans le secteur. L'objectif de ces consultations était de recenser de nouvelles filières commerciales et de soutenir la chaîne de valeur du kava dans la région.

Lors d'un programme de formation de trois jours sur l'agriculture biologique et la certification du SPG, les exploitants et producteurs des Îles Marshall ont reçu des informations pratiques quant à la réalisation d'une évaluation pour la certification biologique à l'aide des outils du SPG.

De plus, 25 exploitants de 14 États et Territoires membres ont renforcé leurs connaissances concernant la certification biologique, la livraison de produits et l'accès aux marchés grâce à une formation sur le fonctionnement du SPG organisée à Nadi (Fidji) en marge de la Semaine océanienne de l'agriculture.

À l'occasion de la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie, 32 délégués ont bénéficié d'une occasion unique de visiter la ferme biologique Bulaccino à Nadi. Grâce à cette sortie intitulée « De la parole aux actes : à la découverte de l'agriculture biologique », les délégués ont pu observer des exemples authentiques de gestion d'une exploitation biologique, en portant une attention particulière à l'importance et au potentiel de l'agriculture biologique dans la refonte du système alimentaire du Pacifique. Cette présentation des pratiques et des effets de l'agriculture biologique a permis aux délégués d'expérimenter directement des pratiques agricoles durables grâce à l'agriculture biologique.

La méthodologie de l'Outil pour l'évaluation des performances de l'agroécologie (TAPE) a été présentée à 20 agents de vulgarisation du ministère fidjien de l'Agriculture afin que ceux-ci puissent évaluer efficacement les exploitations. TAPE offre une démarche globale permettant de mesurer les performances des systèmes agroécologiques sous plusieurs aspects, et contribue ainsi à des pratiques agricoles durables. Au cours de la formation, les agents de vulgarisation ont noté que la plupart des agriculteurs voyaient d'un œil positif la transition des produits chimiques et engrais de synthèse vers des solutions agroécologiques plus saines. Ils ont toutefois souligné que des conseils et un soutien étaient nécessaires pour faciliter cette transition, en particulier sous la forme d'incitations commerciales.

Cela souligne l'importance des interventions et mesures incitatives adaptées pour encourager l'adoption de pratiques agricoles durables par les agriculteurs locaux.

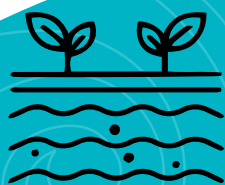
Renforcer le respect des normes en matière de protection de l'environnement et de sécurité sanitaire des aliments ainsi que des normes sanitaires et phytosanitaires

Des progrès considérables ont été réalisés concernant les normes de protection de l'environnement et de sécurité sanitaire des aliments dans l'ensemble du Pacifique. Deux réalisations majeures traduisent ces progrès : la formulation d'une procédure opératoire normalisée régionale visant l'amélioration de la santé des végétaux et l'approbation de trois protocoles d'accord par les Îles Cook, Kiribati et les Îles Salomon, dans le cadre du Régime régional d'homologation des pesticides dans les Îles du Pacifique (PRPRS).

Un événement organisé en marge de la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie par la Division LRD a permis d'attirer l'attention des hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture de cinq États et Territoires sur l'importance des efforts conjoints menés en vue d'adopter des substituts écologiques aux pesticides extrêmement dangereux. La manifestation s'est révélée essentielle en ce qu'elle a permis aux décideurs de se rendre compte qu'il était capital de rejoindre le PRPRS, une initiative commune de lutte contre les incursions d'organismes nuisibles dans la région.

L'affectation efficiente des ressources, les partenariats stratégiques et les efforts de collaboration ont continué de jouer un rôle clé dans le domaine des normes de protection de l'environnement et de sécurité sanitaire des aliments, des normes sanitaires et phytosanitaires, et d'autres normes volontaires. Lors des Jeux du Pacifique à Honiara (Îles Salomon), le risque d'introduction et de propagation d'organismes nuisibles et de maladies a augmenté en raison du nombre accru de déplacements dans la région. C'est pourquoi la Division LRD a travaillé en étroite collaboration avec le service de biosécurité du pays (Biosecurity Solomon Islands – BSI) et le programme de développement de la biosécurité aux Îles Salomon (SIBDP), géré par le ministère australien de l'Agriculture, de la Pêche et de la Foresterie (DAFF), pour limiter les risques. Deux agents du service de biosécurité des Îles Cook ont été intégrés à l'équipe, ce qui leur a permis d'acquérir une expérience sur le terrain et d'évaluer l'efficacité des protocoles de sécurité appliqués.

La Division LRD a poursuivi la mise en œuvre du système national générique ePhyto (GeNS) dans la région, dont le but est de renforcer la résilience et les capacités des organisations nationales de protection des végétaux (ONPV) dans le domaine de la sécurité des échanges et de la protection contre les risques en matière de biosécurité. Lors d'une première phase, un plan de travail régional et une introduction au système ont été mis en œuvre dans huit pays (Îles Cook, Kiribati, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). La deuxième phase permettra d'intégrer huit autres États et Territoires. Le certificat phytosanitaire électronique, également appelé ePhyto, est un outil électronique reprenant les informations du certificat phytosanitaire. Il permet d'augmenter la rentabilité des échanges et réduit également la fraude qui peut être commise lors de la production de certificats papier.



98 776

hectares de terres dédiées à l'agriculture biologique
certifiés dans **8** États et Territoires



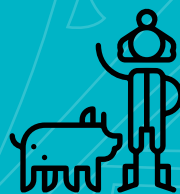
17 988,66

hectares et **2 939** producteurs certifiés par **12** groupes dans le cadre du SPG dans **8** pays



305

exploitants et producteurs (**230** femmes, **75** hommes) formés aux chaînes de valeur, aux manipulations après récolte et à la certification biologique



37

agents de soins paravétérinaires certifiés
21 femmes, **6** hommes de **3** pays



272

personnes (**68** femmes, **204** hommes) de 17 pays formées à la santé animale et à la surveillance des organismes nuisibles et des maladies

En outre, des réalisations importantes sont à noter concernant la réponse aux préoccupations en matière de protection de l'environnement et de sécurité sanitaire des aliments, en particulier des initiatives fructueuses de protection contre les organismes nuisibles à Tuvalu et aux Îles Salomon. Ces efforts ont été complétés par des activités de renforcement des capacités telles que la formation des correspondants des services de santé animale de 10 États et Territoires à l'utilisation du Système mondial d'information zoosanitaire (WAHIS) pour une notification exhaustive des maladies et la mise en œuvre de stratégies de lutte contre ces maladies.

Renforcer les capacités en matière de protection de l'environnement et de sécurité sanitaire des aliments

Les déclarations volontaires jouent un rôle essentiel en ce qu'elles guident les stratégies régionales et nationales de lutte contre les maladies animales. C'est dans ce cadre qu'une initiative globale de formation a permis à 14 correspondants des services de santé animale de 10 États et Territoires membres d'acquérir des compétences pour l'utilisation du Système mondial d'information zoosanitaire (WAHIS). L'objectif était de renforcer les déclarations relatives à la situation zoosanitaire et aux cas de maladies animales.

Une formation régionale à la Base de données sur les organismes nuisibles (PLD) consolidée, organisée pour les pays mélanésien et polynésien, a accueilli 19 participants de huit États et Territoires (Îles Cook, Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu), dont 6 femmes et 13 hommes. La nouvelle PLD permet aux utilisateurs d'extraire des informations actualisées qui peuvent appuyer les demandes d'accès au marché pour les produits végétaux. La base de données contient des informations nationales actualisées sur les organismes nuisibles, ce qui constitue une obligation nationale en matière de communication d'informations (ONC) au titre de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

En outre, 29 agents (12 femmes et 17 hommes) de la Division de la quarantaine et des cultures du Samoa ont participé à une formation axée sur les techniques de surveillance pour pouvoir répondre aux menaces que représentent les organismes nuisibles et les maladies. Au cours de cette formation, les agents ont dressé la liste des organismes nuisibles nécessitant une intervention d'urgence au Samoa et ont recensé les 20 nuisibles les plus importants ou prioritaires. Ces actions sont conformes aux obligations nationales du Samoa au regard de la CIPV et sont indispensables à l'inventaire des nuisibles faisant l'objet de mesures phytosanitaires.

Un appui au renforcement des capacités en matière de protection de l'environnement et de sécurité sanitaire des aliments a été fourni à 186 personnes (72 femmes et 114 hommes) de 12 États et Territoires (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, Nouvelle-

Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Wallis et Futuna).

Dans le cadre de cet appui, les activités suivantes ont été réalisées :

- organisation d'une formation sur l'évaluation des risques à l'importation de produits végétaux et sur le système d'hygiène des conteneurs maritimes à l'intention de fonctionnaires (agents de biosécurité, des douanes et d'autres ministères concernés), d'importateurs, d'exportateurs, d'agents maritimes et d'autres parties prenantes du Samoa, des Îles Salomon et des Tonga ;
- organisation dans les pays de formations portant sur la réduction des risques en matière de biosécurité avant et pendant le passage des frontières, sur la collecte d'échantillons et sur l'établissement d'une liste des organismes nuisibles et des maladies à déclaration obligatoire pour les organisations nationales de protection des végétaux (ONPV) de cinq États et Territoires (Îles Salomon, Samoa, Tuvalu, Timor-Leste et Tonga) ;
- organisation pour 12 participants (5 femmes, 7 hommes) d'une formation sur le Cadre mondial pour la maîtrise progressive des maladies animales transfrontières (GF-TAD) portant sur les maladies animales transfrontières prioritaires ; et
- présentation de l'analyse des risques à l'importation aux membres du réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS) par le biais d'une formation. La formation a également permis de définir les étapes suivantes pour l'intégration des activités GF-TAD aux programmes régionaux.

Un atelier portant sur les mesures non tarifaires, y compris le respect des normes sanitaires et phytosanitaires et la promotion du commerce international, a été organisé. L'objectif était que les fonctionnaires comprennent mieux l'importance des mesures non tarifaires dans la protection des pays, notamment du point de vue de la biosécurité. Au total, 234 agents (116 femmes et 98 hommes) représentant six États et Territoires (Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Timor-Leste, Tonga et Vanuatu) y ont participé. Parmi les participants figuraient des agents des ministères chargés de la biosécurité, des douanes, de l'agriculture, du commerce et des échanges ainsi que des représentants de coopératives et du secteur privé, notamment des exportateurs et des agriculteurs.

De plus, la Division LRD a fourni au Samoa des pièges et des appâts pour la mouche des fruits et la chenille légionnaire ainsi que des tests de terrain pour réaliser des diagnostics rapides. Elle a également organisé des formations sur la surveillance des maladies animales.

Réagir rapidement : une formation à la biosécurité encourage l'action collaborative

Tuvalu est l'un des plus petits pays du Pacifique, et une part importante de sa population pratique la pêche et l'agriculture vivrières. Dans le plan national sectoriel pour l'agriculture 2016–2023 de Tuvalu, l'introduction de nouveaux organismes nuisibles et de nouvelles maladies des cultures apparaît comme un risque important pour les ambitions du pays en matière de développement durable. Parmi les principales préoccupations figure la mouche des fruits, qui constitue une grave menace pour l'agriculture et le commerce.

Malgré la faible superficie de l'archipel, sa richesse culturelle, ses récifs coralliens éblouissants et son mode de vie traditionnel exercent une fascination dans le monde entier. Outre le tourisme, l'économie du pays dépend essentiellement de la pêche et de l'agriculture, et on y cultive par exemple la noix de coco, le pandanus, l'arbre à pain et le taro.

Tuvalu subit de plein fouet les phénomènes extrêmes dus au changement climatique, qu'il s'agisse de l'élévation du niveau de la mer ou de l'évolution du littoral. Récemment, son écosystème délicat a vacillé et les projecteurs ont été braqués sur le pays pour une raison dont il se serait bien passé : une invasion de mouches des fruits.

Les mouches des fruits peuvent avoir des conséquences importantes sur l'agriculture et la santé publique. Elles causent des dégâts aux cultures et menacent la sécurité alimentaire. Elles peuvent également entraîner des répercussions négatives sur l'économie et limiter les échanges. Enfin, elles constituent un enjeu de santé publique.

L'apparition d'espèces précises de mouches

des fruits sur l'île de Niulakita a poussé le ministère de l'Agriculture à appliquer des restrictions strictes sur le transport des fruits et des légumes. Si ces mesures étaient indispensables pour freiner la propagation des nuisibles, elles ont considérablement perturbé les activités commerciales, entraînant des pertes économiques et suscitant des inquiétudes pour la sécurité alimentaire de Tuvalu.

Sama Sapakuka, agent chargé de la quarantaine au ministère de l'Agriculture de Tuvalu, explique : « À Niulakita, nous avons des cas de mouche des fruits qui touchent l'arbre à pain et la papaye. Les mouches pondent leurs œufs qui éclosent, et elles se multiplient. C'est un sujet d'inquiétude, en particulier pour l'équipe chargée de la quarantaine. Nous sommes particulièrement dépendants des importations de légumes et de fruits. C'est pourquoi nous devons absolument empêcher l'introduction de nouvelles espèces de mouches des fruits dans le pays. »

Cette menace environnementale représente un risque pour l'agriculture de Tuvalu. Elle met en évidence la vulnérabilité des petits États insulaires face aux forces externes et souligne le besoin urgent de solutions innovantes et de coopération internationale pour relever ces défis.

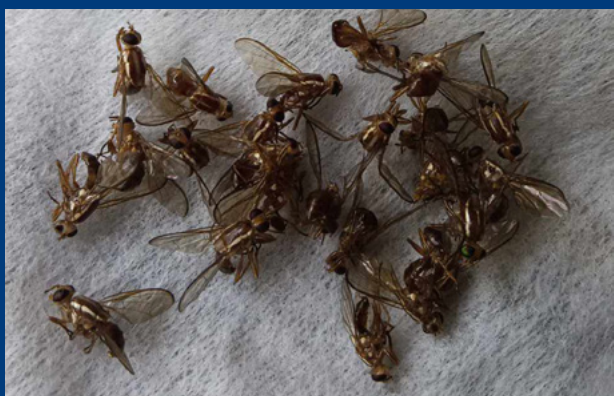
Pour répondre à ce problème et à la demande du Gouvernement de Tuvalu, la CPS, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture du pays, a entrepris de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie de lutte contre les mouches des fruits et d'éradication de leurs populations.

Malgré la préparation et la planification approfondies, la stratégie ne s'est pas concrétisée, car des événements météorologiques extrêmes ont empêché l'équipe de se rendre à Niulakita.

Riten Gosai, Chargé de la biosécurité et des questions sanitaires et phytosanitaires à la CPS, précise : « Nous avons essayé d'attendre que la tempête se calme, mais en raison de difficultés à trouver un moyen de transport adapté vers l'île, nous avons dû rentrer. » En collaboration avec l'équipe du ministère, la CPS a conçu un autre plan. L'Organisation a formé les agents de Tuvalu à repérer les zones particulièrement touchées par les mouches des fruits et à installer les pièges. »

La formation portait sur le déploiement des pièges en quadrillage à l'aide de GPS, l'assemblage et l'installation des pièges pour les mouches des fruits et les chenilles légionnaires, l'entretien des pièges, les bonnes pratiques pour la collecte d'échantillons, la reconnaissance des espèces de mouches des fruits et l'emballage correct des échantillons piégés pour identification en laboratoire.





M. Sapakuka affirme : « J'ai appris énormément de choses, non seulement sur les mouches des fruits, mais aussi sur l'échantillonnage et l'analyse des sols, la planification, l'éradication et l'élimination des mouches à l'aide d'un nouveau pesticide et l'utilisation d'un GPS pour localiser tous les sites. C'est la première fois que nous utilisons ce matériel, et nous espérons trouver toutes les zones très touchées pour y installer les pièges et maîtriser l'infestation de mouches des fruits. »

Forts de leurs nouvelles connaissances et compétences, cinq agents du ministère de l'Agriculture ont été déployés sur le terrain pour éradiquer la population de mouche des fruits à Niulakita dans le cadre d'une stratégie d'intervention de biosécurité à grande échelle.

L'équipe du ministère a utilisé de manière innovante les ressources locales, par exemple une remorque tirée par un quad pour le transport des pièges, des appâts et d'autres équipements.

Les agents ont installé avec succès des pièges à mouches des fruits sur 51 sites (quatre de plus que prévu initialement), ont enregistré les données à l'aide de KoboCollect et les ont analysées pour qu'elles guident les étapes suivantes de lutte contre le nuisible. Le ministère a affecté des agents à temps plein et a mobilisé la communauté pour poursuivre la mise en œuvre du plan, notamment par l'emploi de la lutte culturale.

Cette initiative met clairement en lumière l'ingéniosité, le dynamisme et la solidarité qui caractérisent le Pacifique. À travers des partenariats, la mobilisation de la population, l'adaptation et l'utilisation de ressources locales, les Océaniens continuent à montrer que les savoirs traditionnels associés à la science peuvent conduire au changement. Le ministère de l'Agriculture a fait preuve de solides compétences et d'indépendance pour atteindre les objectifs de la mission à Niulakita.



OBJECTIF 3 : Les États et Territoires membres ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.

Augmenter la distribution des variétés culturelles et arboricoles du CePaCT et leur utilisation par les États et Territoires

Plutôt que de confier son matériel végétal directement aux agriculteurs, le CePaCT le distribue aux systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation. Pour que les exploitants puissent bénéficier de ses travaux, le Centre collabore avec les États et Territoires membres et avec d'autres organisations afin d'améliorer la disponibilité et l'utilisation du matériel. Il s'agit notamment d'augmenter la distribution, la duplication et le stockage à long terme des semences.

Des résultats importants ont été enregistrés en matière de distribution et de duplication des semences conservées. Ainsi, 16 % (n = 2 181) des obtentions stockées au CePaCT ont été correctement dupliquées en dehors des Fidji.

En collaboration avec les jardins botaniques royaux de Kew, à Londres, 46 des 101 obtentions d'essences forestières (représentant 33 espèces) disponibles au CePaCT ont été transportées pour un stockage à long terme. Actuellement, 41 espèces d'essences forestières, correspondant à 63 obtentions, sont conservées durablement aux jardins de Kew (MSB), ce qui représente une augmentation de 32 % par rapport à 2022 (31 espèces arboricoles y étaient alors conservées). De plus, six accords types de transfert de matériel ont été signés avec les Îles Cook, Hawaii, Nauru, les Îles Salomon, les Tonga et Vanuatu, pour faciliter l'accès de ces États et Territoires aux variétés culturelles et arboricoles conservées au CePaCT.

Le service de biosécurité des Fidji a reçu des demandes de permis d'importation, qui faciliteraient la duplication de sécurité pour les patates douces des Îles Salomon, du Samoa et des Tonga, ces demandes étant en cours d'examen.

Le CePaCT a distribué aux Îles Cook, aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu 73 obtentions, soit 807 végétaux issus de la culture tissulaire et 609 embryons pour neuf cultures réparties comme suit :

- Tonga : 7 cultures (patate douce – 9, banane – 5 [50], manioc – 4, Cyrtosperma – 4, gingembre – 1 [12], igname – 1, ananas – 1)
- Australie : 1 culture (cocotier – 3)
- Fidji : 2 cultures (patate douce – 4, taro – 17)
- Hawaii : 1 culture (arbre à pain – 2)
- Îles Cook : 4 cultures (patate douce – 11, taro – 2, igname – 1, banane – 3)
- Vanuatu : 1 culture (patate douce – 5)

Le CePaCT a continué de distribuer des variétés végétales nutritives et résilientes pour favoriser la sécurité alimentaire dans 6 pays (Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) au titre du projet « Des semences pour la vie », en collaboration avec le World Vegetable Centre (WorldVeg).

- Les semences de 133 obtentions ou variétés de 16 espèces de légumes (tomate, tomate, poivron, haricot mungo, concombre, oignon, chou, amarante, ambrevade, calebasse, courge éponge, dolique asperge, concombre amer, chou kale, citrouille, aubergine) de WorldVeg ont été acheminées au CePaCT pour y être conservées et ont été fournies aux six pays partenaires du projet « Des semences pour la vie » (Fidji, Tonga, Samoa, Tuvalu, Kiribati et Vanuatu) pour évaluation. L'évaluation des semences est en cours dans les six pays.
- 80 plantules de huit variétés de manioc de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) ont été distribuées au CePaCT pour conservation, multiplication et distribution aux fins d'évaluation dans les pays partenaires.
- 50 plantules de cinq obtentions de manioc (10 plantules par obtention) ont été distribuées à la station de recherche de Koronivia, rattachée au ministère fidjien de l'Agriculture, aux fins de multiplication et d'évaluation.
- Aux fins de contribution à la recherche, à la caractérisation et à l'évaluation, 6 distributions ont été réalisées pour les Tonga, l'Australie et les Fidji (soit 52 obtentions et 1 050 plantules).
- De nouvelles variétés de bananes (10 plantules) et de manioc (10 plantules) et 33 variétés de légumes ont été introduites à Kiribati et aux Tonga.

Renforcer les capacités en matière de gestion des ressources naturelles

En 2023, la Division LRD a soutenu le renforcement des capacités des communautés en matière de sélection des semences et d'évaluation de leur qualité pour faire progresser les efforts dans le domaine de la sélection végétale participative. La contribution des communautés à la sélection végétale accélère l'adoption de variétés améliorées en réduisant les délais entre les tests, la duplication et l'utilisation/la plantation. Ainsi, les agriculteurs ont plus rapidement accès aux semences améliorées, car le processus permet de repérer les populations végétales adaptées aux conditions locales et favorise la conservation in situ, ce qui améliore la résilience du système agricole.

Vingt agriculteurs de Malekula (Vanuatu) ont renforcé leurs compétences en matière de propagation du cacao et de gestion des pépinières, l'accent étant mis sur la greffe de plants aux fins d'augmentation du rendement et d'amélioration de la qualité. La formation a permis aux agriculteurs locaux d'adopter des techniques innovantes

de gestion des pépinières susceptibles de produire des semis de qualité.

Par ailleurs, 25 acteurs du secteur des semences (10 femmes, 15 hommes) de différents organismes (ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Foresterie des Tonga, Institut agricole de Hango, Mainstreaming of Rural Development Innovation [MORDI] Tonga Trust, entreprises d'importation/de distribution de semences, Fédération des producteurs des Tonga, Live & Learn et Conseil des productrices de Kolomotu'a) ont participé à une formation sur la sélection et l'évaluation des variétés végétales.

Encourager le leadership dans la foresterie : les enseignements de la Conférence de l'ANZIF

Neuf agents des services publics de six pays (Fidji, Samoa, Tonga, Vanuatu, Îles Salomon et Papouasie-Nouvelle-Guinée) ont participé à une séance de formation organisée à l'occasion de la Conférence de l'Australia and New Zealand Institute of Foresters (ANZIF), qui s'est tenue à Gold Coast, en Australie. Cet espace d'échange a permis d'examiner en profondeur le rôle des associations professionnelles de la foresterie, qui constituent un socle solide pour faire des associations nationales du secteur des moteurs du développement des ressources humaines dans le Pacifique. L'un des enseignements est notamment qu'il existe dans la région un soutien ciblé en faveur de la création d'un réseau océanien de professionnels de la foresterie, dont le but serait d'établir un lien entre les actifs et retraités du secteur et de soutenir leur perfectionnement. L'échange avec les associations du secteur forestier d'Australie et de Nouvelle-Zélande a eu un impact considérable sur les participants, qui ont indiqué que la Conférence leur avait permis de mieux cerner les fonctions d'une association professionnelle. Ces nouvelles informations ont renforcé leur détermination à promouvoir la création d'associations nationales et d'un réseau océanien.



73 obtentions

807 végétaux issus de la culture tissulaire et 609 embryons pour 9 cultures distribués aux Îles Cook, aux Fidji, aux Tonga et à Vanuatu.



133 semences

des obtentions/variétés de 16 espèces de légumes de WorldVeg ont été fournies au CePaCT et à 6 pays aux fins de conservation et d'évaluation, respectivement.



20 exploitants

de Vanuatu ont bénéficié d'une formation qui leur a permis d'améliorer leurs compétences en matière de propagation du cacao et de gestion des pépinières, l'accent étant mis sur la greffe de plants aux fins d'augmentation du rendement et d'amélioration de la qualité.



25 acteurs importants du secteur des semences

recensés (10 femmes, 15 hommes) au sein de différentes organisations des Tonga



6 accords types de transfert de matériel

signés avec 6 États et Territoires (Îles Cook, Hawaii, Nauru, Îles Salomon, Tonga et Vanuatu) pour faciliter leur accès aux variétés culturelles et arboricoles conservées au CePaCT.

OBJECTIF 4 : Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne.

Promouvoir l'équité dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie grâce à des réglementations et à des politiques adaptées

En 2023, la Division LRD a dirigé plusieurs initiatives démontrant l'engagement commun des États et Territoires en faveur de pratiques durables et équitables dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie dans l'ensemble de la région. Grâce à des réglementations et à des politiques adaptées, les parties prenantes collaborent pour veiller à ce que les bénéfices de ces secteurs soient équitablement partagés entre les communautés tout en favorisant la durabilité environnementale et la résilience économique.

Le Projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP) a joué un rôle essentiel en ce qu'il a permis de faire progresser l'élaboration du plan national des États fédérés de Micronésie pour l'agriculture, une attention particulière étant portée à l'intégration des pratiques agricoles biologiques. Actuellement, le plan est en attente d'approbation par les parties prenantes nationales.

En outre, le projet BPWP a jeté les bases de la formulation de la politique nationale relative à l'agriculture biologique à Kiribati, l'analyse de situation ayant été achevée en novembre.

Le programme POETCom a apporté une expertise technique précieuse pour la formulation de la politique relative à l'agriculture biologique des Fidji en menant de vastes consultations dans différentes régions.

En collaboration avec la Division droits de la personne et développement social (HRSD), la POETCom a organisé un atelier de planification stratégique pour la section du programme réservée aux femmes, les 9 et 10 juin. Cet atelier, auquel 21 femmes de la section ont participé, visait à renforcer l'orientation stratégique et l'impact des activités menées.

La Stratégie régionale pour le développement du kava a été approuvée dans son principe par les ministres du Commerce des pays insulaires du Pacifique lors d'un atelier organisé à Vanuatu du 28 novembre au 1^{er} décembre. La Stratégie permettra de garantir une qualité constante, l'accès aux marchés, la durabilité environnementale de la production et l'amélioration des moyens de subsistance dans les États et Territoires producteurs de kava de la région.

Promouvoir le leadership et la participation des femmes dans les chaînes de valeur agricoles

Grâce à plusieurs initiatives globales de formation visant à renforcer la participation des femmes dans le développement de la chaîne de valeur de l'agriculture biologique ainsi que leurs responsabilités dans le

secteur, 25 productrices, dont des membres d'associations de femmes de Palau et de la section des femmes de la POETCom, ont pu s'armer de moyens d'action.

Les participantes ont acquis des connaissances sur le respect des normes commerciales, en particulier sur les principes HACCP (analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise), et ont été formées à l'utilisation de la trousse à outils sur le genre et l'analyse de la chaîne de valeur biologique. En outre, un atelier régional destiné aux responsables d'initiatives pour l'émancipation économique des femmes a permis à celles-ci de découvrir des informations et des stratégies précieuses pour le renforcement de leur participation à l'agriculture biologique. L'atelier était axé sur la trousse à outils sur le genre et l'analyse de la chaîne de valeur biologique, un dispositif favorisant un développement de la chaîne de valeur qui tient compte des questions de genre. Une visite sur le terrain a permis aux participantes d'observer une application concrète de la trousse à outils, qui donne aux femmes les moyens de s'impliquer dans le développement de la chaîne de valeur et dans les processus de prise de décision. Le but de toutes ces initiatives était de renforcer les compétences des femmes en matière d'accès aux marchés régionaux et internationaux, et donc de favoriser leur participation active au développement de la chaîne de valeur et leur accès à des postes à responsabilité dans le secteur de l'agriculture biologique.

Une formation portant sur la certification biologique, sur l'égalité de genre et l'inclusion sociale (EGIS), ainsi que sur la trousse à outils sur l'analyse de la chaîne de valeur biologique a été suivie par 83 agriculteurs des États fédérés de Micronésie, des Fidji, de Kiribati et de Palau. Les participants ont également reçu des équipements, notamment des réservoirs d'eau, qui facilitent la production en agriculture biologique.

Données relatives à l'approvisionnement : examiner les dynamiques de genre dans l'approvisionnement en cocotiers séniles et cartographier la transformation du bois

Un projet de recherche axé sur l'équité de genre dans l'approvisionnement en cocotiers séniles dans les communautés agricoles rurales a été mené aux Fidji. Il s'agissait d'étudier les disparités de genre et d'âge dans les rôles, perspectives et priorités au sein des communautés agricoles fidjiennes, l'objectif étant d'évaluer les implications de l'approvisionnement en cocotier sénile sur le plan du genre.

La Division LRD a également poursuivi ses recherches sur le volume des cocotiers séniles et d'autres espèces ligneuses afin de dresser l'inventaire des ressources et lacunes existantes au sein de différentes communautés des Fidji. Des travaux complémentaires seront réalisés pour déterminer combien coûteraient des installations de transformation du bois. Un modèle financier devra être établi afin d'évaluer la viabilité de futures entreprises de transformation du bois et d'éclairer les interventions sur la gestion de la transformation du bois, notamment en ce qui concerne les risques associés.



25 productrices

de Palau et membres de la section des femmes de la POETCom ont été formées à exercer des responsabilités dans l'agriculture biologique, l'objectif étant de renforcer la présence des femmes dans les chaînes de valeur agricoles.



83 agriculteurs

de 4 pays (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Palau) ont suivi une formation sur la certification biologique, l'égalité de genre et l'inclusion sociale (EGIS) et l'analyse de la chaîne de valeur biologique



2 politiques

relative à l'agriculture biologique élaborées pour Kiribati et les États fédérés de Micronésie



2 études

réalisées aux Fidji pour garantir l'équité de genre dans l'approvisionnement en cocotiers séniles et dresser l'inventaire des ressources et lacunes existantes dans différentes communautés.



OBJECTIF 5 : Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés.

La Division LRD a continué de mettre en œuvre des initiatives qui favorisent l'amélioration de la fertilité des sols grâce à des études et à des analyses d'échantillons, et qui augmentent la productivité des élevages dans le cadre de systèmes de production durables. Il s'agit notamment, pour cela, de promouvoir des pesticides compatibles avec l'agroécologie et d'encourager la mise en place de systèmes de culture intégrés, qui réduisent l'incidence des organismes nuisibles et des maladies.

Améliorer les technologies utilisées pour la production agricole, la santé des sols et la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies

La CPS a continué d'apporter un soutien indéfectible aux pays pour la mise au point et l'adoption de technologies de gestion intégrée des cultures, contribuant ainsi à la réalisation de progrès importants en matière d'amélioration des pratiques agricoles dans la région.

La promotion de la spectrométrie dans le proche infrarouge (SPIR), une technologie de production agricole, ainsi que des systèmes d'irrigation autonomes et des « food cubes » déployés aux Tonga, au Samoa, aux Fidji et à Vanuatu a joué un rôle important dans la mise en œuvre de solutions exploitables pour améliorer le rendement et la durabilité des cultures dans ces pays.

En outre, une étude approfondie des sols a été réalisée sur 33 sites des îles de Tongatapu et d'Eua et des groupes d'îles de Vavau et Ha'apai, aux Tonga, le but étant d'évaluer les conséquences du dépôt de cendres volcaniques en 2022 sur la santé des végétaux et des sols. La collaboration avec le Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO) a permis de garantir une analyse poussée des échantillons de sol, et les résultats ont été communiqués aux parties prenantes afin de guider les efforts de relèvement menés par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, des Forêts et des Pêches des Tonga.

Le taux de matière organique du sol constitue un indicateur clé de la santé des sols et de leur rôle en tant que puits de carbone. Pourtant, les données concernant la matière organique sont assez peu nombreuses dans la région. Cinq spectromètres proche infrarouge ont été acquis par le CSIRO dans le cadre du projet Gestion des sols dans les îles du Pacifique de l'ACIAR. Ils ont été fournis aux Tonga, au Samoa, aux Fidji et à Vanuatu pour faciliter l'évaluation de la santé des sols grâce à l'analyse de leur taux de matière organique.

La Division LRD a sensibilisé plus de 10 États et Territoires grâce à une clinique des plantes de démonstration mise en place lors de la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie (PWAF). Cette clinique a permis de faciliter l'échange de connaissances et le renforcement des capacités en matière de gestion de la santé des végétaux.

Pour renforcer les efforts de lutte contre le rhinocéros du cocotier, des équipements et des réactifs de laboratoire ont été fournis à l'organisme Kokonas Industri Koporesen (KIK) de Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce qui lui a permis de produire efficacement des champignons *Metarhizium* en grande quantité et de les appliquer sur le terrain. La Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu ont également bénéficié d'une aide pour l'application ciblée de l'agent de lutte biologique *Metarhizium* associée à l'élaboration de protocoles d'étude de l'efficacité et à la création d'un système d'information/d'une base de données sur le rhinocéros du cocotier.

Cinq pesticides compatibles avec l'agroécologie (*Bacillus thuringiensis* (bt), *Bacillus thuringiensis* karstaki (Btk), huile blanche, huile de neem, Hortiguard) pouvant remplacer les pesticides extrêmement dangereux ont été recensés et introduits aux Îles Salomon, à Kiribati, aux Fidji, à Vanuatu, aux Tonga et au Samoa. Des protocoles d'étude de l'efficacité ont été mis au point pour aider les pays à réaliser des expériences d'évaluation sur le terrain. Ces activités ont ainsi contribué à l'adoption de pratiques durables de lutte contre les organismes nuisibles.

Des protocoles d'étude de l'efficacité ont été mis au point pour aider les pays à réaliser des expériences d'évaluation sur le terrain. Un système d'information/une base de données sur le rhinocéros du cocotier a été élaboré par la Division LRD, qui en assure également la maintenance. Trois pays y saisissent régulièrement des données : la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu.

Renforcer les capacités en matière de santé animale ainsi que de surveillance des organismes nuisibles et des maladies

En 2023, 116 agents des services de santé animale et de l'élevage, soit 49 femmes et 67 hommes, ont participé à une formation paravétérinaire. Parmi eux, 79 personnes des Îles Cook, des Fidji, de Nauru et de Niue ont pris part à une orientation paravétérinaire virtuelle. Cette orientation, organisée à Niue, a facilité la rédaction du plan de riposte rapide du pays aux maladies telles que la grippe aviaire hautement pathogène (HPAI) et la peste porcine africaine (PPA). Les participants ont également reçu une formation aux principes fondamentaux de la surveillance de base et à l'identification des principales maladies à inclure dans le plan de riposte rapide de Niue. En outre, 37 spécialistes de l'élevage des Îles Cook, des Fidji et de Nauru ont participé aux cours d'été en soins paravétérinaires.

Au terme du programme de formation PARAVET, d'une durée de 16 semaines, 37 personnes des Îles Cook, des Fidji et de Nauru, dont 19 femmes

et 16 hommes, ont obtenu leur certification. Ce programme a été conçu pour répondre à la pénurie de personnel paravétérinaire qualifié et permettre aux États et Territoires membres d'accéder aux services vétérinaires essentiels à la surveillance et au diagnostic efficaces des maladies animales et à la lutte contre celles-ci.

Au total, 36 participants (14 femmes et 22 hommes) de 17 États et Territoires (Îles Cook, Fidji, Guam, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Îles Salomon, Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont participé à la première phase de l'atelier d'orientation sur la performance des services vétérinaires (PVS) à Nadi (Fidji). Cet atelier avait pour principal objectif le renforcement des capacités en matière de création de rapports d'excellente qualité et d'utilisation plus efficace de ces rapports aux fins d'obtention de financements et d'amélioration des services vétérinaires. Au cours de l'atelier, le Processus PVS, ses avantages ainsi que l'outil PVS (2019) ont été présentés aux participants. Ceux-ci ont également été encouragés à entreprendre des missions du Processus PVS à l'appui de leurs services vétérinaires nationaux. Le Processus PVS propose une méthode structurée et progressive comportant une série d'activités coordonnées de renforcement des capacités dont l'objectif est d'améliorer de manière systématique les services vétérinaires et les services de santé des animaux aquatiques.

La Division LRD a axé la formation sur la gestion des dispositifs en cas d'urgence, l'articulation du rôle des opérateurs sur le terrain et la possibilité d'utiliser les cadres d'action nationaux pour la réduction des risques de catastrophe à l'appui de la mise en œuvre du plan de préparation et de riposte aux urgences zoonosaires. Vingt participants (10 femmes, 10 hommes) de neuf pays (Fidji, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont participé à la formation, qui leur a permis d'améliorer leurs compétences en matière de préparation et de riposte aux

urgences liées à la peste porcine africaine (PPA), à la fièvre aphteuse (FA) et à d'autres maladies animales transfrontières.

La Division LRD a apporté un appui technique aux services de l'élevage du ministère de l'Agriculture des Îles Salomon afin qu'il enquête sur une épidémie touchant les élevages de volailles et qu'il identifie le virus. Cet appui a permis de confirmer la présence d'une souche virulente du virus de la bursite infectieuse, responsable d'un taux de mortalité élevé chez les volailles. Lorsque la souche virale a été confirmée, un soutien technique a été apporté pour contenir le virus. Il s'agissait notamment de sensibiliser la population, d'établir un dialogue sur l'assainissement dans les exploitations, et de recueillir et d'analyser des échantillons, ce qui a permis, en définitive, de confirmer la présence de la grippe aviaire. Une alerte a donc été diffusée auprès des autres États et Territoires membres.

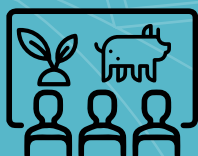
Les activités de soutien suivantes ont été menées auprès des États et Territoires membres pour lutter contre les organismes nuisibles et les maladies :

- Des consommables et des équipements de laboratoires ont été fournis aux Îles Salomon et au Samoa pour la production en grande quantité du champignon entomopathogène *Metarhizium anisopliae*.
- Les résultats des analyses des lacunes relatives à la gestion des priorités dans les systèmes d'alerte précoce et à la planification des interventions d'urgence, réalisées dans 15 États et Territoires membres, ont été communiqués aux 31 personnes de la région (16 femmes, 15 hommes) qui participaient à la Conférence technique régionale de l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (PPPO).
- Des activités de surveillance ont été menées dans trois pays (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Vanuatu) pour détecter la présence éventuelle du rhinocéros du cocotier, notamment dans des provinces et îles précises de chaque pays.



3 pays

(Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon et Vanuatu) saisissent des données dans le système d'information/la base de données sur le rhinocéros du cocotier géré par la CPS.



226

personnes de **10** pays formées aux technologies de gestion intégrée des cultures ainsi qu'à la santé des sols et à la santé animale



5

pesticides compatibles avec l'agroécologie pouvant remplacer les pesticides extrêmement dangereux ont été recensés et commercialisés dans **6** pays.



20

personnes de **9** pays ont pu améliorer leur préparation et leur riposte d'urgence à la peste porcine africaine, à la fièvre aphteuse et à d'autres maladies animales transfrontières.



Le programme PARAVET a continué d'introduire, de promouvoir et d'adopter des modules de vulgarisation. Après l'évaluation du programme de formation, un nouveau chapitre sur la santé des sols a été rédigé. Il sera intégré au manuel relatif aux cliniques des plantes et pourra être utilisé lors de futures cliniques.

Des participants de 10 pays ont suivi les nouveaux modules de formation sur l'homologation des pesticides, et un manuel de formation sur l'approche systémique, comportant 10 modules, a été élaboré et diffusé aux Îles Salomon, au Samoa et à Vanuatu.

Au total, 226 personnes (44 femmes et 172 hommes) de 10 pays ont bénéficié de différentes formations à la santé végétale et animale ainsi qu'aux technologies de gestion intégrée des cultures. Ces formations portaient sur les domaines suivants :

- les formulaires de données Kobo et le Metarhizium (Vanuatu et Papouasie-Nouvelle-Guinée) ;
- les lignes directrices pour la formation sur la production de semences de qualité, l'évaluation des variétés végétales, la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies, et les pratiques agronomiques (Vanuatu, Tonga et Kiribati) ;
- une clinique des plantes sur le diagnostic de nuisibles et de maladies (Fidji) ;
- l'utilisation de la trousse à outils sur l'homologation des pesticides (Samoa, Tonga, Fidji, Îles Salomon, Papouasie-Nouvelle-Guinée, États fédérés de Micronésie, Vanuatu, Kiribati, Îles Cook et Tuvalu) ; et
- une remise à niveau sur KoboToolbox (Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Îles Salomon) à l'appui de la surveillance continue et du confinement du rhinocéros du cocotier.

Résultats des initiatives de clinique des plantes

L'une des réalisations importantes du projet de clinique des plantes est l'intégration des modules de la clinique dans le programme d'universités nationales, à savoir l'Université nationale des Îles Salomon (SINU), l'université nationale des Fidji (FNU) et l'Université de Goroka (UOG). Dans les échanges entre ces universités, une place importante a été accordée à la collaboration pour la recherche et l'élaboration de programmes, notamment pour une formation courte sur les cliniques des plantes, une initiative que les établissements ont convenu de mettre en œuvre à l'avenir. Les universités se sont montrées enthousiastes à l'idée de s'impliquer dans la recherche et l'élaboration de programmes et ont promis une participation active. La CPS s'est déclarée prête à contribuer aux futurs efforts de recherche.

Autre résultat notable : l'intégration d'un chapitre consacré à la santé des sols dans la version révisée du manuel, qui est ainsi plus complet et plus utile.

Lors de discussions complémentaires avec la FNU, la SINU et l'UOG, les possibilités d'exploiter les ressources des universités à l'appui des efforts de recherche constants dans la région ont été étudiées. Les établissements se sont déclarés prêts à faire participer les étudiants de dernière année aux activités de recherche, montrant ainsi leur détermination à contribuer aux initiatives de recherche prioritaires de leur pays respectif. La FNU et la SINU, en particulier, se sont engagées à soutenir les travaux de recherche entrepris dans le cadre du programme POETCom. Elles répondent ainsi aux demandes des agriculteurs et alignent leurs efforts sur les besoins de la communauté.



Diplômés en soins paravétérinaires : d'étudiants à tuteurs

Le Pacifique doit relever de nombreux défis en matière de santé et de reproduction animales. La grave pénurie de vétérinaires et d'agents de soins paravétérinaires qualifiés, qui s'ajoute à un accès limité aux services vétérinaires, entraîne de lourdes conséquences sur la santé et la production animales.

Pour résoudre ces difficultés, la CPS élabore et met en œuvre des programmes de formation paravétérinaire depuis 1999. À ce jour, 436 personnes de 15 États et Territoires membres ont participé à la formation proposée grâce à l'appui technique du ministère australien de l'Agriculture, de la Pêche et de la Foresterie et du ministère néo-zélandais des Industries primaires.

Les étudiants sont d'abord nommés par l'administration compétente de leur pays, puis ils participent à une formation à distance de 16 semaines, qui comprend des séances théoriques et pratiques, avant de passer leurs examens de certification paravétérinaire. Différents sujets sont abordés, tels que le traitement des animaux malades, les conseils aux agriculteurs et aux communautés, ou encore la surveillance des maladies et l'orientation des animaux vers un vétérinaire si nécessaire.

Sekicolo est tutrice dans le cadre de la formation paravétérinaire. Elle est agente technique des services agricoles au sein du ministère de l'Agriculture des Fidji. Désormais tutrice, elle se souvient de ses premiers jours d'étudiante dans ce domaine en 2014, de la formation qu'elle a suivie et de ce qu'elle a ressenti : « À cette époque, participer à la formation paravétérinaire était un privilège. Nous admirions les personnes diplômées de cette formation, car elles disposaient d'un niveau d'expérience et de connaissances que nous avions toujours voulu atteindre. »

Elle poursuit : « Auparavant, j'étais réticente à me rendre sur le terrain, auprès des éleveurs. Je n'avais

pas confiance en mes compétences. La formation m'a donné beaucoup d'assurance pour la prise en charge des cas cliniques, qu'il s'agisse d'animaux de production ou de compagnie. Je n'ai plus peur. »

Après avoir suivi le programme avec succès, les diplômés accompagnent d'autres personnes et partagent leurs connaissances et leur expertise. Cet effet de ricochet renforce l'efficacité du programme et assure peut-être même sa pérennité.

Le fait que les étudiants deviennent tuteurs témoigne de l'efficacité de la formation, et souligne l'ampleur des connaissances et compétences acquises par les diplômés.

Après la récente formation organisée aux Fidji en 2023, les diplômés ont endossé avec assurance le rôle de tuteur. Penaia Donuca, tuteur des agents de soins paravétérinaires en formation, agent des services agricoles au ministère de l'Agriculture des Fidji, à Navua, précise : « Je m'estime chanceux, car les agents de soins paravétérinaires sont très recherchés. J'ai la chance d'avoir pu suivre cette formation pratique, qui complète ma formation universitaire. Je fournis des services paravétérinaires avec confiance, car la formation a été conçue pour être ludique et simplifier l'apprentissage. »

La formation, élaborée spécifiquement pour répondre aux besoins du Pacifique, a montré qu'elle avait une utilité concrète et qu'elle était applicable sur le terrain au secteur vétérinaire. Il s'agit également d'un modèle efficace et pérenne pour le renforcement des capacités.

La CPS continuera à recruter les agents de soins paravétérinaires par le biais des désignations des États et Territoires à mesure que le programme est étendu à d'autres pays.





RENFORCEMENT DE LA COLLABORATION ET DE LA COORDINATION À L'ÉCHELLE RÉGIONALE ENTRE LES PAYS MEMBRES

Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie

La Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie (PWAF), qui a eu lieu à Nadi (Fidji) du 6 au 10 mars 2023, a réuni plus de 300 participants, parmi lesquels des ministres, des responsables des pouvoirs publics, des chercheurs, des spécialistes du secteur, des représentants d'ONG et des parties prenantes du secteur privé. La huitième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique et la troisième Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie, les 9 et 10 mars 2023, ont constitué les temps forts de la semaine.

Cette manifestation, organisée à l'invitation du Gouvernement des Fidji et sous l'égide de la Division LRD de la CPS et de la FAO, a permis aux participants de mener des débats soutenus et de collaborer sur les grands enjeux qui dominent le secteur de l'agriculture et de la foresterie en Océanie.

À partir du thème général « Avancer ensemble : transformer l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique », trois sous-thèmes clés ont également été abordés : pandémies, changement climatique et sécurité des ressources naturelles ; transformer l'agriculture et la foresterie par la science et la technologie ; et créer une économie verte circulaire pour l'agriculture et la foresterie.

Ces rencontres ont débouché sur l'adoption de plusieurs résolutions essentielles qui visent à promouvoir le développement durable et la résilience de l'agriculture et de la foresterie dans le Pacifique, par exemple :

- le lancement de l'élaboration de la Stratégie régionale pour l'agriculture et la foresterie, destinée à orienter les priorités et les initiatives relatives au secteur ;
- l'approbation de l'architecture régionale révisée, qui vise à simplifier les processus

décisionnels et à renforcer la collaboration entre les organes directeurs régionaux et les partenaires ;

- la mise en œuvre du Programme de recherche régional, comme moteur d'innovation scientifique et de l'élaboration de politiques fondées sur des éléments factuels ;
- la création d'un comité ou réseau de coordination technique régional pour encourager les programmes de transformation des systèmes alimentaires dans les pays membres ;
- l'adoption d'une note conceptuelle relative à l'élaboration d'un outil d'adaptation au changement climatique qui viendrait soutenir la planification des systèmes alimentaires dans le Pacifique, le but étant de renforcer la résilience aux effets du changement climatique ;
- l'approbation du Plan de renforcement des capacités pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PCDP), qui a pour objectif de renforcer les services vétérinaires et de préserver la santé animale dans la région ; et
- l'élaboration d'un argumentaire en faveur de l'attribution de fonds programme durables pour soutenir les services régionaux de biosécurité et assurer la protection des écosystèmes agricoles contre les organismes nuisibles envahissants et les maladies.

D'une manière générale, les conclusions de la PWAF ont fait ressortir la volonté des nations de la région d'agir et d'innover ensemble pour mettre le secteur de l'agriculture et de la foresterie sur la

voie d'un Pacifique durable et résilient.

MANIFESTATION	DATE	RÉSULTATS
Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie : huitième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique (PHOAFS) et Conférence des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique (PMAF).	9–10 mars 2023, Nadi (Fidji)	● Lancement de l'élaboration de la Stratégie régionale pour l'agriculture et la foresterie. ● Approbation de l'architecture régionale révisée comme moyen de recenser les priorités en matière d'agriculture et de foresterie, et de les communiquer aux organes directeurs régionaux et aux partenaires. ● Mise en œuvre du Programme de recherche régional. ● Création d'un comité ou réseau de coordination technique régional chargé d'orienter et de favoriser les programmes de transformation des systèmes alimentaires dans les pays membres. ● Adoption d'une note conceptuelle relative à l'élaboration d'un outil d'adaptation au changement climatique qui viendrait soutenir la planification des systèmes alimentaires dans le Pacifique. ● Approbation du Plan de renforcement des capacités pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PAHCDP). ● Décision prise de charger la PPPO d'élaborer un argumentaire en faveur de l'attribution de fonds programme durables aux services régionaux de soutien à la biosécurité.
Réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS)	30 octobre–3 novembre 2023	● Lancement de l'élaboration d'un plan d'activité du PHOVAPS et création du Groupe de travail scientifique et technique « Une seule santé ».
Atelier du comité de gouvernance de la filière cocotier, organisé en ligne, et atelier consultatif sur la filière cocotier.	Novembre 2023, et 3–4 avril 2023	● Création d'une plateforme régionale pour la coordination de la filière cocotier. ● Intégration des possibilités recensées au Cadre stratégique pour la filière cocotier et à un éventuel plan stratégique de la filière cocotier (à venir) pour soutenir la collaboration régionale et poursuivre le développement.
Réunion du PAPGREN	18 septembre 2023	● Mise en œuvre de la Charte du PAPGREN et de la Feuille de route océanienne pour les systèmes semenciers.
10 ^e réunion du Conseil technique régional (PPPO) et atelier régional d'examen des projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP).	21–23 août 2023, Rarotonga (Îles Cook)	● Création d'une séance régionale de talanoa ePhyto de la PPPO. ● Adoption des lignes directrices relatives à la procédure de normalisation régionale de la PPPO. ● Instruction donnée au Secrétariat de la PPPO de diffuser auprès des membres le modèle de paiement pour la solution ePhyto proposé par l'Organisation européenne et méditerranéenne de protection des plantes (OEPP), lorsque le document correspondant aura été publié.
Projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), atelier régional et réunion du Conseil technique régional de la PPPO	21–25 août 2023, Rarotonga (Îles Cook)	● Adoption du document sur les progrès relatifs à la mise en œuvre d'ePhyto dans la région et proposition de création d'une séance de talanoa ePhyto. ● Approbation de l'élaboration de normes régionales ou de documents d'orientation sur la fourniture en toute sécurité de l'aide humanitaire dans les situations d'urgence, les déplacements de sable et de gravier, les déplacements d'objets artisanaux et l'élimination des déchets internationaux. Mise en œuvre à la suite de l'examen relatif à la PPPO.



Tracer une voie vers la résilience : les partenariats régionaux pour la sécurité alimentaire dans le Pacifique



Les défis posés par le changement climatique, la dégradation des terres et l'insuffisance des infrastructures sont imbriqués dans les rouages des systèmes alimentaires du Pacifique.

Le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT), par sa mission de préservation de la diversité génétique de la région et de promotion d'une agriculture durable, apparaît comme une lueur d'espoir. Depuis sa création en 1998, le CePaCT a distribué plus de 97 000 spécimens de culture tissulaire et 1 500 kilogrammes de semences dans 22 États et Territoires insulaires océaniques, jouant ainsi un rôle déterminant dans le renforcement de la résilience de l'agriculture et de la préservation de la biodiversité.

En septembre 2023, des représentants de 15 pays de la région se sont réunis aux Fidji, sous les auspices du Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles (PAPGREN), pour parachever la Charte du PAPGREN et la Feuille de route océanienne pour les systèmes semenciers. Lors de cette réunion qui a marqué un tournant décisif, des partenaires internationaux et régionaux, parmi lesquels les signataires du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) et la FAO, se sont associés pour tracer la voie d'une agriculture durable.

L'adoption de la Charte du PAPGREN et la validation de la Feuille de route océanienne pour les systèmes semenciers ont marqué une étape importante, jetant les bases de mesures collaboratives et de stratégies régionales. En plus de servir de cadres d'orientation pour les travaux du CePaCT entre 2024 et 2029, ces documents stratégiques mettent également en relief la volonté de relever les défis propres au paysage agricole du Pacifique.

M. Vatimi Rayalu, ministre de l'Agriculture et des voies navigables des Fidji, a insisté lors de la réunion du PAPGREN sur l'importance de l'investissement dans la recherche pour le développement, soulignant la nécessité de disposer de variétés végétales résilientes et à haut rendement, ainsi que de techniques innovantes. Cette opinion était partagée par Sera Dau, technicienne de laboratoire au CePaCT, chez qui les conclusions positives de la réunion ont insufflé une détermination à soutenir l'équipe de la banque de gènes.

Sera Dau exerce en tant que technicienne de laboratoire chargée de la santé du matériel phytogénétique au CePaCT de la CPS depuis 2021. De même que ses collègues, elle a remarqué une évolution favorable à la suite de la réunion du PAPGREN : « Les commentaires

positifs que nous avons reçus après la réunion m'ont grandement motivée à persévérer dans mes travaux au CePaCT. Ils m'ont poussée à élargir encore mes compétences dans des domaines de recherche qui peuvent être utiles à l'équipe de la banque de gènes. La coopération au sein de notre équipe et les travaux que nous menons en collaboration se sont intensifiés, mettant en relief notre engagement commun d'"exploiter pleinement le potentiel des ressources phytogénétiques au service d'une alimentation et d'une agriculture durables dans notre région" ».

Les membres du PAPGREN ont souligné l'importance du réseau, qui offre un espace pour renforcer les partenariats régionaux dans les domaines de la conservation et de la duplication des variétés traditionnelles et des ressources génétiques d'arbres et de cultures. Temarama Anguna-Kamana, Secrétaire au ministère de l'Agriculture des Îles Cook, a souligné lors d'un entretien l'importance que revêtaient le PAPGREN et le CePaCT.

Elle a ainsi expliqué : « Cette réunion nous rappelle toujours que chaque pays du Pacifique est responsable de la conservation ou de la préservation de ses ressources. Certaines de celles-ci sont des variétés traditionnelles d'arbres et de cultures totalement absentes dans les autres pays. Le CePaCT joue un rôle important dans la mesure où il nous donne la possibilité de préserver et de conserver les ressources au nom de nos pays, puis d'y avoir accès pour constituer nos propres stocks sur nos territoires. »

« Il faut mettre l'accent sur le renforcement des capacités des pays pour former le personnel nécessaire aux programmes d'amélioration génétique pour les variétés de papaye, les variétés de banane et même les cocotiers », a-t-elle ajouté.

Profitant de l'élan créé par la réunion du PAPGREN, le CePaCT s'est lancé dans une entreprise de restructuration visant à renforcer ses capacités opérationnelles et à élargir ses services techniques. Avec le recrutement d'agents de soutien supplémentaires et la mise en service d'un nouveau cryolaboratoire en 2024, le CePaCT est en passe de rehausser son statut de centre d'excellence internationalement reconnu dans le Pacifique.

Ces efforts collectifs seront non seulement déterminants pour l'avenir de l'agriculture dans le Pacifique, mais ils auront également de profondes répercussions sur la sécurité alimentaire et la préservation de la biodiversité à l'échelle mondiale. Alors que le CePaCT continue de manœuvrer dans un paysage agricole complexe, sa volonté d'exploiter pleinement le potentiel des ressources phytogénétiques demeure intact, garantissant ainsi un avenir durable et résilient pour les générations à venir.

RECHERCHE

En 2021, les directeurs de l'agriculture et de la foresterie ont chargé la Division LRD d'élaborer un cadre pour le Programme de recherche régional (RRA), qui permettrait d'améliorer la coordination et le partage des ressources au profit de la recherche agricole et forestière dans le Pacifique. Dans cette perspective, l'objectif est de relever les défis les plus courants dans le secteur de l'agriculture et de la foresterie, de nouer des partenariats et de définir des stratégies de recherche tenant compte des priorités de la région. Avec le concours financier du Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), la Division LRD et les pays membres ont engagé la phase de mise à l'essai du Cadre du RRA. Dix-sept responsables régionaux de la recherche ont été désignés pour mener une évaluation par les pairs et travailler avec la CPS au perfectionnement de ce cadre. Cette phase de mise à l'essai comprenait trois volets :

- 1. Écoute des voix du Pacifique :** Recensement des priorités de recherche à partir des plans et stratégies des pays, et auprès des réseaux de la CPS. À l'issue de ce processus, 12 thèmes et 50 priorités susceptibles de faire l'objet de recherches ont été définis.
- 2. Évaluation par les pairs :** Les pairs évaluateurs ont mené un processus pour passer au crible et regrouper les priorités susceptibles de faire l'objet de recherches. Le thème « Cultures climato-résilientes » et la priorité « promouvoir la culture d'espèces résilientes au changement climatique » ont été désignés comme les plus adaptés pour la mise à l'essai du volet « Partenariats de recherche ».

- 3. Partenariats de recherche :** En 2024, le Secrétariat travaillera en étroite collaboration avec les pairs évaluateurs pour relever dans la littérature les lacunes relatives aux domaines prioritaires retenus. Les pairs évaluateurs et la Division LRD du Secrétariat comptent établir les résultats définitifs de la phase de mise à l'essai en vue d'en transmettre les conclusions aux directeurs de l'agriculture et de la foresterie en mai 2025.

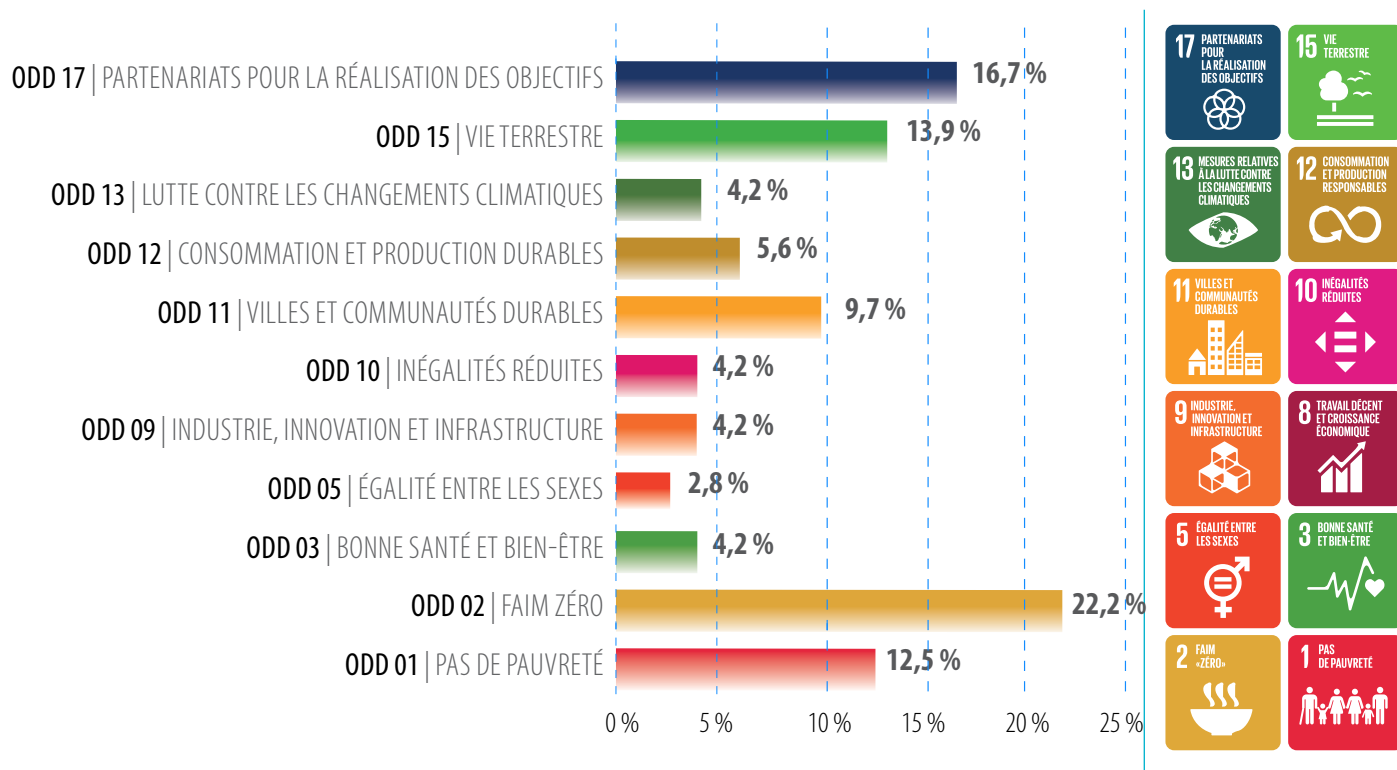
Travaux de recherche publiés

- 01** [Conventional Breeding of Pacific Island Staple Crops: A paradox](#)
- 02** [The Forgotten Giant of the Pacific: A Review on Giant Taro \(*Alocasia macrorrhizos* \(L.\) G.Don\)](#)
- 03** [Pacific Regional Research Agenda \(RRA\): Framework for a Pacific Regional Agriculture and Forestry Research Collaboration.](#)
- 04** [The Coconut Rhinoceros Beetle \(*Oryctes rhinoceros*\) Outbreak is Well Established on Efate, Vanuatu.](#)
- 05** [Viral Diseases of Field and Horticultural Crops, Book Chapter 66: Aroids \(*Colocasia* and *Xanthosoma*\)](#)
- 06** [Development of Virus Diagnostic System for Taro \(*Colocasia esculenta*\). Conference Paper for the Australian Plant Pathology Conference.](#)
- 07** [Practical Considerations for Heating Logs Prior to Peeling: Coconut and other non-traditional Forest Resources for the Manufacture of Engineered Wood Products \(EWP\)](#)
- 08** [Use of pheromones for monitoring and control strategies of coconut rhinoceros beetle \(*Oryctes rhinoceros*\): A Review.](#)



CONTRIBUTION AUX AXES PRIORITAIRES DE LA CPS ET AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES

Contribution de la Division LRD aux objectifs de développement durable (ODD)



Tout au long de l'année, la Division LRD est restée fidèle à son engagement de promouvoir les ODD des Nations Unies. Des efforts notables ont été accomplis au titre des objectifs suivants : Pas de pauvreté (ODD 1), Faim zéro (ODD 2), Bonne santé et bien-être (ODD 3) et Vie terrestre (ODD 15). La Division a également contribué à la réalisation d'autres ODD, comme Égalité entre les sexes (ODD 5), Industrie, innovation et infrastructure (ODD 9), Inégalités réduites (ODD 10), Villes et communautés durables (ODD 11), Consommation et production durables (ODD 12), Lutte contre les changements climatiques (ODD 13) et Partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17).

En 2023, la Division LRD s'est employée à faire avancer l'ensemble des axes prioritaires de la CPS. Le Plan stratégique 2022–2031 de la CPS définit sept axes prioritaires adossés aux quatre principaux objectifs de l'Organisation. Les missions menées par la Division LRD au sein de la CPS lui ont donné les moyens de contribuer à l'ensemble des sept axes prioritaires, correspondant aux quatre objectifs de la CPS, dont la liste figure ci-dessous.

Les axes prioritaires de la CPS sont les suivants :

1. Résilience et action climatique
2. Ressources naturelles et biodiversité

3. Systèmes alimentaires
4. Équité, éducation et développement social
5. Économies et moyens d'existence durables
6. Santé planétaire
7. Efficacité institutionnelle transformatrice

Contribution de la Division LRD aux axes prioritaires, par objectif de la CPS

Objectif 1 : Tous les peuples du Pacifique profitent d'un développement durable.

Axe prioritaire 2 : Ressources naturelles et biodiversité

Axe prioritaire 4 : Équité, éducation et développement social

Axe prioritaire 5 : Économies et moyens d'existence durables

Objectif 2 : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.

Axe prioritaire 1 : Résilience et action climatique

Objectif 3 : L'ensemble des Océaniens réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

Axe prioritaire 3 : Systèmes alimentaires

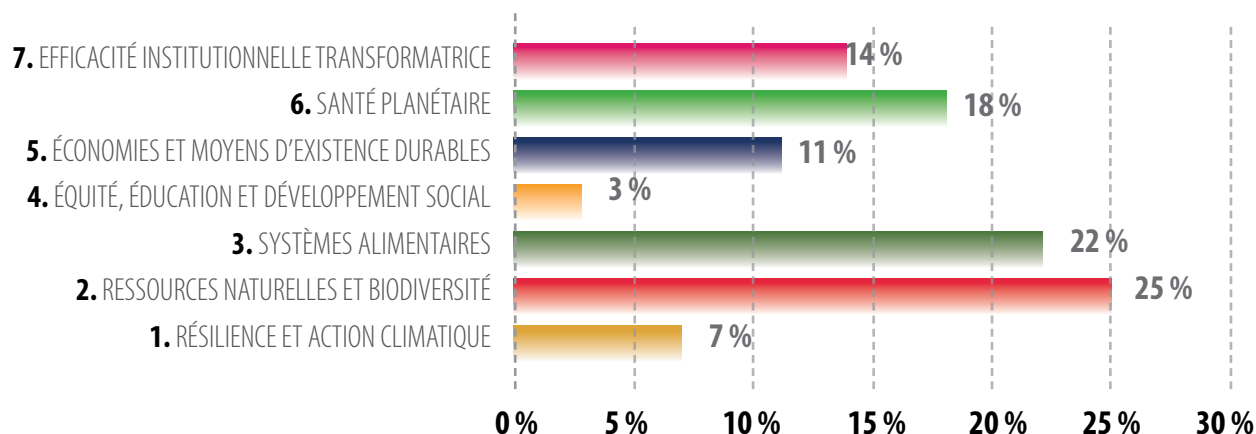
Axe prioritaire 6 : Santé planétaire

Objectif 4 : Des programmes intégrés sont exécutés par Une seule CPS au moyen de services rationalisés.

Axe prioritaire 7 : Efficacité institutionnelle transformatrice

Contribution aux axes prioritaires

Le Plan d'activité 2019–2023 de la Division LRD est en phase avec le Plan stratégique 2022–2031 de la CPS, qui s'applique à l'ensemble de l'Organisation. En 2023, la Division a obtenu 72 résultats majeurs. Sur les 7 axes prioritaires de la CPS auxquels la Division LRD a contribué, 5 résultats correspondaient au premier axe prioritaire (résilience et action climatique) ; 18 résultats au deuxième axe prioritaire (ressources naturelles et biodiversité) ; 16 résultats au troisième axe prioritaire (systèmes alimentaires) ; 2 résultats au quatrième axe prioritaire (équité, éducation et développement social) ; 8 résultats au cinquième axe prioritaire (économies et moyens d'existence durables) ; 13 résultats au sixième axe prioritaire (santé planétaire) et 10 résultats au septième axe prioritaire (efficacité institutionnelle transformatrice). Les pourcentages de contribution figurent dans le graphique « Contribution de la Division LRD aux axes prioritaires (KFA) ».



Programmation intégrée

La Division LRD obtient avec efficacité des résultats optimaux au titre des quatre objectifs et des sept axes prioritaires de l'Organisation en s'appuyant sur une programmation intégrée, que viennent faciliter ses programmes phares – le Programme sur les systèmes alimentaires, le Programme intégré pour le cocotier et le Programme « Une seule santé ». Ces initiatives ont permis à la Division d'exécuter harmonieusement les projets et d'obtenir des résultats répondant aux divers défis et priorités inscrits dans le cadre stratégique de l'Organisation. Par une mise en adéquation stratégique des travaux et des ressources au titre des différents programmes, la Division LRD renforce ses capacités de produire des changements positifs et des résultats en matière de développement durable dans le Pacifique.



Programme phare sur les systèmes alimentaires

Renforcement des systèmes alimentaires du Pacifique : aperçu de la tournée de visite des pôles agroalimentaires de la Sunshine Coast

Des représentants des pouvoirs publics, du secteur privé, des milieux universitaires et des médias des Fidji, de la Nouvelle-Calédonie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Samoa, des Tonga et de Vanuatu ont pris part à des visites des pôles agroalimentaires de la Sunshine Coast australienne, organisées par la CPS en partenariat avec le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) dans le cadre d'un financement à visée spécifique (FIT), le Gouvernement australien ayant également apporté son concours par l'intermédiaire du Programme pour le leadership des femmes du Pacifique à la CPS. Cette tournée de visite a permis de montrer comment le regroupement au sein de ces pôles pouvait aider les petites entreprises. Les participants ont visité plusieurs entreprises, comme COYO Australia, la distillerie Sunshine & Sons et les torréfacteurs de café Groundskeeper Willie. Ils ont également assisté au lancement de Sunshine Coast Pantry, qui a mis en lumière l'offre agrotouristique de la région. Cette tournée a été l'occasion de mettre en évidence la collaboration instaurée dans le cadre du modèle dit « à triple hélice » (qui désigne la collaboration entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les milieux universitaires) ainsi que les principaux éléments à prendre en compte pour créer des pôles nationaux et régionaux consacrés



aux produits alimentaires et aux produits de la mer, et relever ainsi les défis liés aux systèmes alimentaires. Des idées ont également été échangées lors d'une table ronde. Les participants ont pris connaissance des possibilités qu'offraient les pôles d'activités pour le renforcement des systèmes alimentaires du Pacifique, la promotion de la collaboration et la prise en compte des facteurs liés à la santé, à la nutrition et à l'économie.

La constitution de pôles relève d'une démarche stratégique, dans le cadre de laquelle les entreprises sont à même de prendre des initiatives tandis que les pouvoirs publics instaurent des conditions favorables et que les milieux universitaires enrichissent la base de connaissances.

Dans le cadre du Programme phare sur les systèmes alimentaires, les activités de communication se sont poursuivies à grande échelle à l'extérieur, mais aussi en interne, par l'intermédiaire du groupe de travail sur les systèmes alimentaires. Ce dernier réunit des représentants des différentes divisions de la CPS, chargées d'éclairer et d'élaborer les interventions et les investissements liés aux systèmes alimentaires au fil de la mise en œuvre du Plan stratégique 2022–2031 de l'Organisation. Le groupe de travail sur les systèmes alimentaires s'appuie très clairement sur les approches pluridisciplinaires et les capacités de la CPS.

Une grande partie des travaux de communication a porté sur diverses manifestations :

- Une table ronde sur le thème « Éléments constitutifs d'un système alimentaire résilient » a eu lieu lors de la Semaine de la résilience en Océanie, organisée conjointement avec le Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO), l'Organisation du secteur privé océanien (PIPSO) et la Fédération des groupements d'agriculteurs du Pacifique (PIFON).
- Un atelier a été organisé avec l'équipe australienne (constituée entre autres de représentants de l'ACIAR, du CSIRO et du DFAT) à Canberra. L'objectif était de recenser et d'approfondir les possibilités de partenariats et de collaboration dans le domaine des systèmes alimentaires après la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie, en s'appuyant

sur les axes du Plan stratégique de la CPS et du Programme phare sur les systèmes alimentaires.

- Une manifestation a été organisée en marge de la COP28 sur le système alimentaire des milieux côtiers en Océanie et les rapprochements à faire entre changement climatique et alimentation, en collaboration avec la Coalition pour les aliments d'origine aquatique et les « aliments bleus ».
- Une manifestation sur les systèmes alimentaires s'est tenue en parallèle de la session du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) à Nouméa, co-organisée avec la Division santé publique et l'équipe PROTEGE.

À l'avenir, la priorité sera donnée à la mise à jour de la théorie du changement pour les systèmes alimentaires et à la revalidation de ses composantes pour l'élaboration d'un nouveau plan de mise en œuvre.

Programme intégré pour le cocotier

Le Programme intégré pour le cocotier, qui relève de la Division LRD, a été mis en œuvre de manière efficace par l'intermédiaire d'une série de projets, comme le programme de financement à visée spécifique (FIT), le projet SAFE Pacifique, le projet Sensibilisation et réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie (PARC), le projet Sauvegarde de la diversité génétique du cocotier et réintroduction, et le projet Filière cocotier et autres ressources forestières non traditionnelles. Privilégiant une approche centrée sur l'humain, la Division a poursuivi la mise en œuvre de plusieurs initiatives (décrites dans les sections précédentes) qui visent à améliorer la culture et la gestion des cocotiers. Un éventail d'activités ont ainsi été menées, comme la mise au point de protocoles de culture *in vitro* du cocotier, l'organisation de formations dans les pays sur la culture et l'acclimatation d'embryons de cocotier, la conduite de recherches sur un approvisionnement équitable entre hommes et femmes en cocotiers séniles dans les communautés et la publication de lignes directrices complètes sur la récolte de noix de coco.

D'importants progrès ont notamment été accomplis dans l'établissement d'un cadre et d'une plateforme, à l'échelle régionale, pour les activités de recherche et de développement consacrées à la filière cocotier dans le Pacifique. Des consultations régionales ont été organisées à deux reprises avec les pays membres et ont joué un rôle décisif pour faire avancer cette initiative. En avril 2023, un premier atelier a permis

de jeter les bases d'un cadre régional et de définir une structure provisoire pour le comité de gouvernance. Plus tard dans l'année, il a été demandé de désigner les membres du comité de gouvernance, et un atelier a été organisé en novembre 2023 pour rédiger le mandat de celui-ci et des groupes de travail techniques associés.

Pour ce qui est de l'avenir, le programme intégré sera axé sur l'établissement de la structure du comité de gouvernance et sur l'élaboration d'un cadre stratégique permettant de rendre cette instance opérationnelle.

Promotion du Programme « Une seule santé » : une stratégie de collaboration pour la gestion de la santé et des écosystèmes dans le Pacifique

Reconnaissant qu'une approche unifiée devait être adoptée pour assurer une gestion durable de la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes, la Division LRD a entrepris de présenter le concept « Une seule santé » et les principes correspondants aux pays membres. Des présentations en ce sens ont ainsi eu lieu aux Samoa, aux Tonga et à Vanuatu. En outre, à la suite de réunions régionales avec d'autres organisations (Réseau océanien de lutte contre les infections [PICNet], Réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique [PHOVAPS] et colloque « Une seule santé » dans le Pacifique), ces trois pays se sont engagés à intégrer l'approche « Une seule santé » dans la mise en œuvre de leurs programmes. Des supports de sensibilisation sur la peste porcine africaine (PPA) ont également été fournis aux États fédérés de Micronésie et à Palau lors du colloque « Une seule santé » dans le Pacifique et de la réunion du PHOVAPS.

Pour faciliter la coordination et la mise en œuvre des initiatives « Une seule santé », la CPS a créé le Groupe de travail « Une seule santé », qui supervise les projets au titre du Cadre pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PAHPF).

La Division LRD a réalisé d'importants progrès dans l'élaboration d'une note conceptuelle adoptant l'approche « Une seule santé », qui sera soumise à l'examen du DFAT et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre des initiatives de celle-ci pour la sécurité dans la région indopacifique. Des financements supplémentaires ont été obtenus auprès du ministère australien de l'Agriculture, de la Pêche et de la Foresterie (DAFF) pour soutenir les initiatives « Une seule santé » dans le Pacifique.

Il a été pris acte de la formation d'un consortium de partenaires soutenant la mise en œuvre de l'approche « Une seule santé », parmi lesquels figurent les organismes suivants :

- DFAT : Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce
- MPI : Ministère néo-zélandais des Industries primaires
- ACDP : Centre australien de préparation aux maladies
- UE : Union européenne
- FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- OMSA : Organisation mondiale de la santé animale



GESTION ET OPÉRATIONS : EXÉCUTION DE PROGRAMMES INTÉGRÉS AU MOYEN DE SERVICES RATIONALISÉS

Allocation et utilisation des ressources

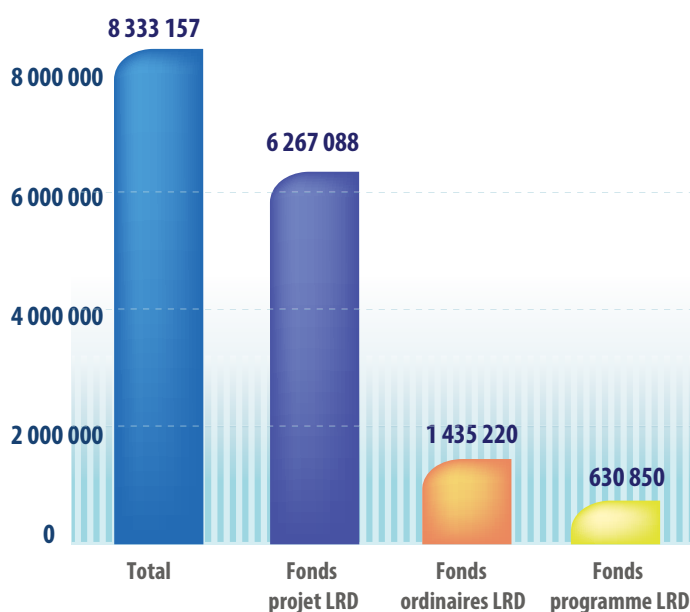
En 2023, la Division LRD a entrepris d'étoffer son portefeuille de programmes et de projets tout en utilisant ses ressources de manière plus ciblée et plus efficace. Ces efforts s'articulent autour des quatre piliers de la Division, qui sont interdépendants et intégrés :

- ressources génétiques ;
- paysages et forêts durables ;
- agriculture durable ; et
- marchés au service des moyens de subsistance.

Ces piliers étaient soutenus par divers financements mixtes, divisés en trois grandes catégories : les fonds projet, les fonds programme et les fonds ordinaires. En 2023, les dépenses totales se sont élevées à 8 333 157 euros, dont 6 267 088 euros de dépenses liées aux projets, 630 850 euros de dépenses liées aux programmes et 1 435 220 euros de dépenses ordinaires.

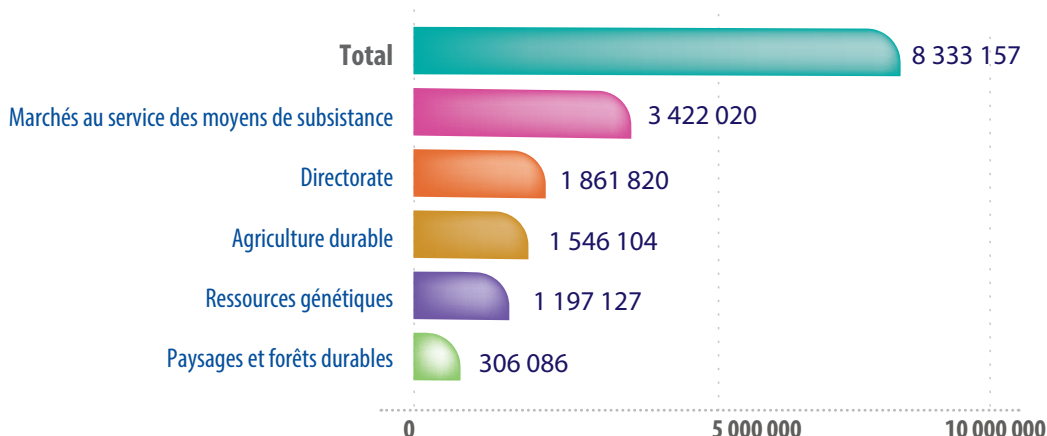
Cette approche stratégique visait à garantir une affectation optimale des ressources aux initiatives répondant aux grands objectifs de la Division, de manière à en maximiser les retombées et l'efficacité. Voir le graphique « Exécution du budget par catégorie ».

EXÉCUTION DU BUDGET PAR CATÉGORIE



**83 % du
budget total**

EXÉCUTION DU BUDGET PAR PILIER



Les fonds attribués à chaque thème de la Division LRD, ou piliers, fonds ordinaires inclus, sont les suivants : 3 422 020 euros pour le pilière Marchés au service des moyens de subsistance, 1 546 104 euros pour le pilière Agriculture durable, 306 086 euros pour le pilière Paysages et forêts durables, 1 197 127 euros pour les Ressources génétiques et 1 861 820 euros pour la Direction. Voir le graphique « Exécution du budget par pilière ».

En 2023, LRD comptait 69 agents, dont 38 femmes.

Dans le cadre de ses efforts de mise en valeur des ressources humaines, la Division s'est engagée à former une équipe équilibrée, en veillant à ce que les fonctions de soutien techniques et opérationnelles soient assurées tant par des hommes que par des femmes. Il s'agit là d'une importante évolution par rapport aux cinq années précédentes, quand l'équipe de la Division était essentiellement composée d'hommes.

De plus, la Division a accueilli trois stagiaires, pour de courtes durées, au sein du Programme intégré pour le cocotier, de l'équipe de gestion de la communication et des connaissances et de l'équipe de recherche pour le développement. La Division LRD continuera de recourir à ce dispositif pour donner à de jeunes diplômés la possibilité d'acquérir une véritable expérience ainsi que des connaissances auprès de son personnel.

Amélioration des compétences du personnel : initiatives de renforcement des capacités au sein de la Division LRD

La Division s'est engagée à promouvoir l'apprentissage continu et le perfectionnement professionnel auprès de son personnel, veillant ainsi à renforcer les compétences et l'efficacité aux fins de l'exécution de son mandat.

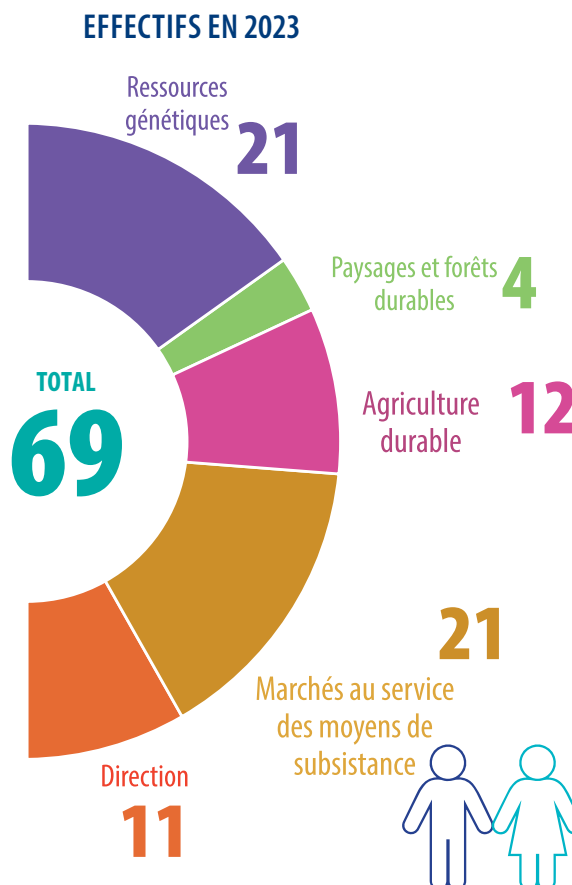
Elle a organisé une série d'activités de renforcement des capacités auxquelles ont participé 31 agents (21 femmes et 10 hommes) et elle a pris part à des formations techniques sur la cryoconservation, la conservation des tissus végétaux et le diagnostic des virus de la patate douce, la caractérisation moléculaire et la prévalence du potyvirus de l'igname du Pacifique dans le cadre d'un master en sciences, les essences agroforestières indigènes pour la restauration des forêts et des paysages dans le cadre d'un master d'études de recherche, le logiciel Grin-Global Community Edition (GCCE) pour la gestion des collections de ressources génétiques, les procédures relatives aux empreintes génétiques, les essais biologiques dans le cadre de l'amélioration des procédures de laboratoire normalisées relatives à la santé des végétaux et de la recherche en laboratoire sur la lutte biologique, l'atténuation du risque phytosanitaire lié aux conteneurs maritimes, le leadership et la prospective stratégique.

Renforcement des capacités de la Division LRD : évolution des effectifs en 2023

La Division LRD a obtenu des financements pour ouvrir 15 nouveaux postes, dont 3 avaient été pourvus à la fin de l'année. Ces nouvelles attributions relèvent de diverses équipes, à savoir :

- Direction – 2 nouveaux postes (Directrice adjointe et Spécialiste de l'élaboration et de la gestion de projets liés au changement climatique) ;
- Ressources génétiques – 10 nouveaux postes (3 postes de Technicien-ne principal-e, 5 postes de Technicien-ne et 2 postes d'Assistant-e de laboratoire) ;
- Paysages et forêts durables – 1 poste (Technicienne – Gestion des forêts) ; et
- Agriculture durable – 2 postes (Coordonnateur-riche du PHOVAPS et Coordonnateur-riche du Partenariat océanien sur les sols).

En outre, la Division a entrepris une évaluation globale de sa structure afin d'optimiser ses effectifs, ce qui a entraîné d'importantes évolutions, comme la prise de fonctions de la Directrice adjointe et l'approbation de la création de postes de coordinateurs-rices de réseaux régionaux pour le Partenariat océanien sur les sols (PSP), l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (PPPO) et le Réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS). Le



Coordonnateur « Une seule santé » a été recruté avec le concours du ministère australien de l'Agriculture, de la Pêche et de la Foresterie. Malgré ces améliorations, la Division LRD a rencontré des difficultés du fait de la rotation du personnel à des postes clés, comme ceux de Chef-fe d'équipe pour les piliers 3 et 4, de Conservateur-riche du CePaCT, de Chef-fe d'équipe du Projet SAFE, de Conseiller-ère en gestion de l'information, de la communication et des connaissances, de Conseiller-ère pour la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies, et de Spécialiste des systèmes semenciers. Ce renouvellement du personnel a perturbé le bon déroulement des opérations de la Division, soulignant la nécessité d'instaurer des plans de succession et des stratégies de fidélisation du personnel efficaces.

Promotion de la responsabilité sociale et environnementale (RSE) : mise en œuvre de la politique de RSE de la CPS

La CPS reste fermement résolue à mettre en œuvre sa politique de RSE dans l'ensemble de ses divisions techniques, témoignant d'une attitude volontariste en faveur de pratiques éthiques et durables. Comme l'exige cette politique, quatre projets ont été évalués minutieusement et jugés conformes aux critères de la RSE et de l'approche centrée sur l'humain avant d'être mis en œuvre en 2023. Les projets retenus englobent un large éventail d'initiatives visant à favoriser une gestion respectueuse des questions sociales et environnementales tout en produisant des effets concrets pour les pays membres. On peut par exemple citer le projet « Une seule santé » de l'USAID, le projet sur la filière cocotier de la FAO, le Projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP) et le projet Réseau océanien de fermes biologiques pédagogiques (POLFN).

L'intégration des critères de RSE et de l'approche centrée sur l'humain dans les processus de mise en œuvre des projets est primordiale non seulement pour

garantir que les programmes soient équitables, inclusifs et fondés d'un point de vue éthique, mais aussi pour viser une gestion efficace des risques sociaux et environnementaux. En souscrivant à ces principes, la CPS s'efforce de maximiser les retombées positives tout en limitant les effets négatifs, l'objectif final étant de promouvoir le bien-être collectif et la durabilité dans le Pacifique.

Communication, visibilité et partage de connaissances avec les membres et partenaires

La Division LRD s'est activement employée à diffuser des informations et elle a ouvert un dialogue avec divers publics par l'intermédiaire de ses sites Web et de ses comptes sur les réseaux sociaux. Le site Web de LRD a enregistré un total de 11 170 vues, et un nombre d'interactions avec les utilisateurs de 9 500. En outre, la chaîne YouTube de la POETCom a vu son nombre d'abonnés augmenter (67 nouveaux inscrits).

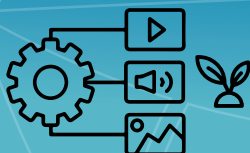
La Division LRD a également publié 77 produits médiatiques sur son site Web, dont 42 communiqués de presse et 35 articles de fond. Ces contenus ont permis de renseigner et d'éclairer les pays membres et les partenaires sur diverses initiatives et évolutions.

En 2023, la Division a aussi élaboré et publié 46 outils et produits de connaissance, qui ont été diffusés par divers canaux médiatiques, comme des documents de la direction issus des réunions sur l'agriculture et la foresterie, des brochures, des communiqués de presse, des publications, des publications de la direction, des articles de revue, des rapports et des lignes directrices.

Grâce à ces efforts concertés, la Division LRD assure une communication efficace au sujet de ses résultats de travaux de recherche, réflexions et initiatives, contribuant ainsi à une sensibilisation et à une diffusion des connaissances accrues auprès de son public cible.

PRODUITS DE COMMUNICATION

77
Total des produits
de communica-
tion en
2023



46
Produits
d'information
(articles, revues,
publications)



9500
Interactions avec
les utilisateurs
sur le site Web
de LRD



11 170
Nombre de vues sur le
site Web de LRD



67
Nouveaux abonnés





LA SUITE : PERSPECTIVES ET PRIORITÉS POUR 2024

En 2024, la Division LRD espère vivement élargir encore les échanges en présentiel avec les populations océaniques. À partir des bases posées avant la pandémie de COVID-19, elle aspire à promouvoir l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique en maintenant la gouvernance et les partenariats avec les conférences des directeurs et des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique et les plateformes régionales correspondantes. Les manifestations auxquelles doivent participer les directeurs de l'agriculture et de la foresterie ouvriront un espace de dialogue pour orienter l'avenir des travaux de la Division et de ce secteur dans le Pacifique.

Attachée à soutenir la résilience dans la planification et la programmation des ressources terrestres, la Division renforcera son Programme phare sur les systèmes alimentaires. Dans un premier temps, les efforts seront axés sur l'obtention d'un financement d'amorçage et la conclusion de partenariats avec des établissements du secteur privé et des organisations non gouvernementales. L'agriculture biologique continuera de jouer un rôle essentiel dans ces travaux, et l'élargissement du Réseau océanique de fermes biologiques pédagogiques (POLFN) figurera parmi les priorités. Pour ce faire, il conviendra de trouver des marchés pour divers types de cultures et de produits forestiers autres que le bois d'œuvre, ainsi que de procéder à des évaluations genrées des chaînes de valeur et de répondre aux priorités des agriculteurs vulnérables.

Afin de renforcer la collaboration et les partenariats à l'échelle régionale, la Division LRD intensifiera ses travaux grâce au recrutement et à l'intégration de coordonnateurs de réseaux régionaux pour le PHOVAPS et le Partenariat océanique sur les sols. Cette initiative stratégique vise à améliorer la coordination entre les parties prenantes et à rationaliser les moyens de communication dans le Pacifique. En désignant des coordonnateurs à cette fin, la Division LRD cherche à favoriser la synergie et une collaboration efficace dans le cadre des divers programmes et initiatives, pour amplifier à terme les retombées et les effets en matière de développement durable dans la région.

De plus, les grands programmes et projets essentiels à la mission de la Division continueront d'avancer en 2024 (Programme intégré pour le

cocotier et projet SAFE Pacifique, par exemple). Ces initiatives contribueront à accroître la résilience des cultures face au changement climatique, aux organismes nuisibles et aux maladies, à améliorer l'accès aux marchés et à renforcer les capacités des entreprises agroalimentaires de répondre à la demande des consommateurs. Il s'agira en particulier d'accorder la priorité aux activités de recherche définies dans le cadre du Programme de recherche régional, de lutter contre les zoonoses et les maladies non transmissibles (MNT) au moyen de l'approche « Une seule santé » et en collaboration avec la Division santé publique, d'établir la structure du comité de gouvernance et un cadre stratégique pour le Programme intégré pour le cocotier, d'orienter les initiatives stratégiques relatives à l'agriculture et à la foresterie de façon à répondre aux enjeux pressants et de tirer parti des nouvelles possibilités qui se présentent pour le Pacifique.

En parallèle de ses travaux de recherche, la Division se prépare à lancer la Stratégie régionale pour l'agriculture et la foresterie, un cadre exhaustif conçu pour orienter le développement de ce secteur essentiel conformément aux priorités et objectifs régionaux.

Après examen des effets qu'ont eus ses travaux au cours des cinq dernières années, la Division a pu tenir compte des résultats obtenus et des enseignements tirés, pour aboutir à la conclusion de son actuel plan d'activité. Ces réflexions éclaireront son processus de planification stratégique à l'approche d'une nouvelle période qui sera inaugurée par le plan d'activité 2025–2029. Dans une démarche tournée vers l'avenir et axée sur la prospective stratégique, la Division s'appuiera sur les réflexions tirées de ses expériences passées pour tracer une voie qui coïncide avec l'évolution des besoins et des priorités de la région.

Dans les années à venir, elle restera déterminée à promouvoir le développement durable dans le Pacifique au moyen de recherches innovantes, d'une planification stratégique et de partenariats concertés. Portée par le lancement du nouveau plan d'activité, la Division est prête à saisir les occasions et à relever les défis qui se présentent, ainsi qu'à optimiser son action dans l'intérêt des populations océaniques et des générations à venir.

MANIFESTATIONS RÉGIONALES PRÉVUES EN 2024

MANIFESTATION	DATES
Programme intégré pour le cocotier – Réunion sur la gouvernance dans la filière cocotier	21–25 février 2024
Assemblée générale de la POETCom Approbation de l'évaluation du dispositif de gouvernance et élection des membres du Conseil	4–9 mars 2024
Stratégie régionale pour l'agriculture et la foresterie – Atelier de conception	11–14 mars 2024
Conférence régionale sur le réseau océanien de professionnels de la foresterie et conférence des directeurs de la foresterie du Pacifique	8–12 avril 2024
Réunion du Comité exécutif de l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (PPPO)	6–10 mai 2024
Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie	15–17 mai 2024
Création d'un réseau océanien pour la foresterie	août 2024
Réunion du Réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS)	14–15 octobre 2024

LIENS VERS NOS SITES WEB

- Communauté du Pacifique (www.spc.int/fr)
- LRD (<https://lrd.spc.int>)
- Plateforme de données océaniques (www.spc.int)
- POETCom (www.organicpasifika.net)
- Base de données du CePaCT (www.genesys-pgr.org)
- Base de données sur les organismes nuisibles (<https://pld.lrd.spc.int/>)
- Base de données sur le rhinocéros du cocotier (<https://crb.lrd.spc.int/>)

